

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO

L'Amérique a-t-elle pris sa décision ?

par Robert LOUZON

Le Carnet du Sauvage

par Pierre MONATTE

Les intellectuels et le goût du pouvoir

par J.-D. MARTINET

Dans l'Enseignement parisien

par Roger HAGNAUER

La liquidation du fédéralisme en U.R.S.S.

par un Russe hérétique

De Madagascar à l'Union française

par J. PERA

La grève "mystérieuse" de la presse parisienne (fin)

par J.-P. FINIDORI

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 130 fr.
Un an 250 fr.

EXTERIEUR
Six mois 150 fr.
Un an 300 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
l'administration à J.-P. Finidori à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy, Paris 2^e

PERMANENCE :
Tous les soirs de 17 à 19 heures
le samedi de 16 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734.99 Paris

Sommaire du N° 303

(Mai 1947)

Le Carnet du Sauvage	Pierre MONATTE
Deux assassinés : Victor Godonnèche, Raymond Fronty	M. CHAMBELLAND Victor SERGE
Crimes sur crimes	J.-D. MARTINET
Les intellectuels et le goût du pouvoir	J. PERA
De Madagascar à l'Union française	Un Russe
La liquidation du fédéralisme en U. R. S. S.	hérétique

Notes d'Economie et de Politique

L'Amérique a-t-elle pris sa décision ? — Deux
vastes rigolades : l'O. N. U. et le plan Monnet. Robert LOUZON

Parmi nos lettres

Internationalisme pas mort. — Les jeunes
croient surtout à l'argent. — Les femmes ml.
litent peu. — Troubles suscités. — Ni anticom-
munistes, ni antitrotskystes, ni antirésistants. —
La tuerie de Casablanca.

La Renaissance du Syndicalisme

La grève « mystérieuse » de la presse pari-
sienne (fin) J.-P. FINIDORI
Au gaz de banlieue : Triomphe de l'indépen-
dance syndicale G. DELSOL
Ils ont conservé le fanion R. HAGNAUER

Faits et documents

Les faits du mois. — Internationalisme ? — Les
syndicats en Pologne. — A propos de la loi
américaine contre les syndicats.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De faire prédominer dans les syndicats
l'esprit de classe sur l'esprit de tendance,
de secte ou de parti, afin de réaliser le maxi-
mum d'action contre le patronat et contre
l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndi-
calisme à l'égard du gouvernement comme
à l'égard des partis. La charte d'Amiens
vaut en 1947 comme en 1906. La théorie
de la direction unique du parti et des syn-
dicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du
parti, conduit la C. G. T. à la division et à
l'impuissance. La politique de la présence,
sans mandat ni garanties, rend la C. G. T.
dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale im-
plique une maison confédérale habitable
pour tous les syndiqués, la démocratie syn-
dicale étant respectée du haut en bas de la
C. G. T., les fonctionnaires syndicaux ne la
considérant pas comme une bureaucratie
omnipotente et ne regardant pas les syn-
diqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation
syndicale en procédant à l'examen des prob-
lèmes pratiques et théoriques posés devant
le mouvement ouvrier, et en préconisant la
formation de Cercles d'études syndicalistes ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui
déferle jusque dans la C. G. T. et la Fédéra-
tion syndicale mondiale. La place des tra-
vailleurs n'est ni derrière l'impérialisme
américain ni derrière l'impérialisme russe.
Elle est derrière une Internationale syndi-
cale ne confondant son rôle ni avec le Bu-
reau international du Travail ni avec l'Or-
ganisation des Nations Unies. Une Interna-
tionale qui appelle avec plus de force qu'il
y a cent ans les prolétaires de tous pays à
s'unir. Chaque effort donné à une institu-
tion gouvernementale est un effort volé à
la C. G. T. et à l'Internationale ;

6° De maintenir vivant cet autre précepte
de la Première Internationale : l'émancipa-
tion des travailleurs ne sera l'œuvre que des
travailleurs eux-mêmes.

Le Carnet du Sauvage

J'ai eu beau renâcler, il me faut reprendre le « Carnet du Sauvage » d'autrefois. Les jeunes, ou les moins vieux du noyau me l'ont réclamé. Les événements y poussent aussi.

Il est difficile de sortir un numéro où les faits les plus importants du mois ne trouveraient pas le moindre écho. Nous ne sommes pas encore en mesure de donner à temps la monographie ou l'étude sérieuse qu'il faudrait. Cela viendra peu à peu. En attendant, des remarques rapides s'imposent.

J'ai eu beau fournir mes raisons. Je ne voudrais pas m'astreindre à faire ce carnet chaque mois. J'ai tout de même le droit, que diable ! de suivre un peu ma fantaisie et de parler quand ça me chante.

— Marche toujours pour aujourd'hui, m'a-t-on dit.

— Mais le titre a été repris.

— Non, l'autre sauvage publie des « Propos » et non un « Carnet ». Puis, il est un faux sauvage. A-t-on jamais vu un vrai sauvage secrétaire général de Fédération, membre du Comité directeur d'un parti qui détient la présidence de la République ? Un sauvage qui rêve d'un mandat de député et à qui l'on offre le portefeuille de ministre du Travail dans un cabinet Ramadier ?

Que répondre à cela ?

Voilà comment je me suis laissé embarquer une fois de plus.

PAUVRE PREMIER MAI !

Qu'est-ce qu'il est devenu ? Qu'est-ce qu'on en a fait ? Au point qu'on peut se demander s'il rime encore à quelque chose.

Fête du travail, journée chômée et payée, journée de cortèges et de défilés de chars venant s'inscrire entre la mi-carême et quelque fête des Vendanges, voilà ce qu'est devenue la journée internationale de revendication et de lutte décidée par le Congrès socialiste international de 1889. On voulait alors amener les travailleurs de tous les pays à faire le même jour le même geste revendicatif. En 1889, mettre les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. En 1906, le syndicalisme, las de s'adresser vainement aux pouvoirs publics, dira aux travailleurs : A partir de ce 1er mai, vous quitterez le travail les huit heures faites.

Aujourd'hui la journée de huit heures n'est plus à conquérir ; elle est seulement à défendre. La classe ouvrière peut mesurer le terrain gagné par elle. Tout en se demandant cependant si à une diminution de la durée de travail n'a pas correspondu un rythme de travail accéléré.

En 1947, quelle nouvelle revendication commune peut être proposée aux travailleurs de tous les pays ? Pour que le 1er mai reste fidèle à ses origines et à sa tradition, c'est ce qu'il s'agit de trouver.

La Fédération syndicale mondiale se tire d'embaras en montant dans les nuages. Les nuages qui viennent de Moscou : « intérêt des masses populaires », « unité indestructible des gouvernements » (textuel), lutte contre ceux qui « cherchent à créer des blocs avoués ou camouflés ». Pour elle, il faut manifester contre les forces réactionnaires qui visent à une nouvelle guerre, pour une paix juste et durable, pour le droit des peuples à se donner de libres institutions démocratiques. Sans préciser si ces forces réactionnaires sont à l'est ou à l'ouest ou des deux côtés, si cette paix juste comporte certaines annexions pour les amis, si les institutions démocratiques s'appliquent aux pays qui refusent le droit de grève, donnent le pouvoir à un parti tandis que les autres partis sont fourrés en prison.

Le désarroi des esprits n'est pas particulier à la France. L'appel du 1er mai lancé par l'Union syndicale suisse se réfère par trois fois à la charte de l'Atlantique. Oui, je dis bien à la charte de l'Atlantique élaborée par Roosevelt et Churchill. Les illusions du wilsonisme sont tenaces. Mais en cela où nos camarades suisses voient-ils l'esprit syndical internationaliste ?

Notre C. G. T., elle, a fait de son appel du 1er mai un hymne à la gloire de la production. Le relèvement des salaires, noyé tout au fond, prend naturellement la forme de primes à la production et au rendement. L'Union des syndicats de la Seine a traduit la pensée confédérale en faisant défiler toute une série de chars symboliques représentant le travail des métallurgistes et des cheminots.

Les hommes qui dirigeaient le travail sur ces chars sont-ils bien les camarades qui en mettent un coup à l'atelier ou sur leur machine ? Il est permis de se le demander.

Dans un coin de Force Ouvrière, je trouve cette remarque judicieuse : « Etonnant, des milliers de cheminots ont laissé leur travail pour remplir de vagues fonctions syndicales. Paradoxal, ceux qui demandent aux cheminots de produire sont ceux qui ont pour premier principe de fuir la production ». Ce qui est vrai pour les cheminots l'est sans doute pour les métallurgistes. Quelques-uns de ces « fuyards » avaient probablement pris place sur les chars d'Hénaff.

La C. G. T. mène la bataille sur le Front de la production comme si la révolution était faite en France et si elle, C. G. T., avait la responsabilité de la production. Ou comme si elle allait l'avoir. Pour montrer que la tâche serait en bonnes mains. En fait, nous n'en sommes pas là. Les nationalisations qui ont été faites sont loin d'être des socialisations. Nos dirigeants confédéraux ne font qu'appliquer aux problèmes du travail d'ici, tout différents, les mesures que l'Etat russe prend à l'égard des travailleurs de là-bas.

Je ne conteste guère qu'il y ait en France un problème de la production extrêmement important. Je le crois même capital pour nous. Tant que l'industrie française ne sera pas remise en état, tant que les habitants des villes dévastées par la guerre n'auront pas un toit, tant que les ports n'auront pas rétabli leurs quais, tant qu'il manquera navires, locomotives et outillage, la classe ouvrière sera plus ou moins impuissante. Sa force, revendicatrice ou révolutionnaire, tient à son travail. Si le travail marche mal, elle est sans force réelle.

Ce que je reproche à la politique confédérale de la production c'est de rabattre sur le plan français les slogans russes, de copier bêtement ce qui se dit et se fait là-bas, au lieu de rechercher et de faire ce qu'exige la situation d'ici.

D'une part il est créé, à l'image russe, une couche bureaucratique sur laquelle parti et C.G.T. inféodée au parti s'appuient, des cadres qui font toutes les besognes, celles du parti, des syndicats, des comités d'entreprise, de la Sécurité Sociale, de la production même. Quelques milliers de cheminots, quelques milliers de métallurgistes, quelques milliers d'ouvriers du bâtiment, quelques milliers ou quelques centaines pour toutes les corporations, cela doit faire un beau total de gens sortis de la production et formant la grand-garde stalinienne

française. La production n'a pas grand-chose à en tirer.

D'autre part, la C. G. T. oublie ce qui est à mes yeux l'essentiel. L'an dernier, dans ma brochure, je disais que l'on parlait trop de revaloriser telle ou telle corporation, que ce qu'il fallait, c'était revaloriser le travail et par travail j'entends le travail manuel, le travail réel. Déjà Proudhon constatait avec épouvante que le travail de bureau dépassait de beaucoup le travail réel.

Dans le pouvoir législatif, disait-il, la délibération utile ne prend pas la moitié du temps consommé en amendements. Dans le pouvoir exécutif, on n'agit plus, on administre. « La Guerre, la Marine, les Travaux publics eux-mêmes s'évanouissent en administration ». Dans l'industrie et le commerce, les écritures coûtent plus de temps et d'argent que la main-d'œuvre. Il concluait : « Il semble que la loi du développement économique soit de métamorphoser partout le travailleur en commis. Que ce mouvement de bureaucratie s'étende à l'agriculture et nous finirons par ne plus labourer, ne rien semer, ne rien moissonner ; nous ne consommerons rien, nous ne mangerons même pas : nous ferons des opérations simulées dont nous tiendrons les écritures. »

Que dirait-il s'il vivait de nos jours ? Voyez-vous le vieux Pierre-Joseph, assis entre Frachon et Bothereau, écrivant l'appel de la C. G. T. pour le 1er mai 1947 ?

LA GREVE RENAULT

La fin du mouvement chez Renault risque de faire oublier la joie apportée par son début. La joie et la surprise. Pourtant ce mouvement devait éclater un jour ou l'autre, non seulement chez Renault mais dans l'ensemble des boîtes de la métallurgie de la Région parisienne. Le jour où le travail marchera normalement, c'est-à-dire où les matières premières ne feront pas défaut un grand mouvement d'ensemble se produira certainement. La grève de chez Renault, celles qui éclatent un peu partout, en sont les signes avant-coureurs.

Cette situation provient d'un fait indéniable : les salaires des travailleurs de la métallurgie, et plus encore ceux des ouvriers qualifiés, sont en arrière de ceux de la plupart des autres corporations. Comment cela se fait-il ? Cela tient, pour une grande part, au mauvais travail syndical fait dans la métallurgie. Le patronat n'a jamais trouvé en face de lui une organisation à la

hauteur de sa tâche. Hier, l'ouvrier de la métallurgie, au moins dans la région parisienne, répugnait à s'organiser ; il péchait par individualisme ; il ne faisait qu'entrer et sortir dans les syndicats ; je dis bien les syndicats, car il y en avait une bonne douzaine, tous sans grande influence, à l'exception des mécaniciens et des mouleurs. Aujourd'hui, par réaction et croyant se guérir de son mal d'hier, il accepte de marcher en troupeau, laissant à ses bergers le soin de le conduire. Le mal d'aujourd'hui n'est pas moins grand que celui d'hier. Si le berger avait pris soin de son troupeau, cela aurait peut-être pu durer quelque temps. Mais le berger, mis là par le parti — vous ne voudriez pas qu'un troupeau choisisse son berger ! — pensait davantage forcément à l'intérêt du parti qu'à celui de ses moutons. Un exemple des qualités syndicales exigées d'un berger par le parti ; ça remonte à vingt ans, mais c'est bien pire aujourd'hui. Costes, qui est toujours député si je ne m'abuse et président de la Fédération des métaux, était alors secrétaire de la Fédération communiste de la Seine, aux côtés de Suzanne Girault, donc appelé par elle. Mais il n'était pas syndiqué. Or, il était indispensable qu'il le soit. Costes, rencontrant un de nos camarades, lui demanda où était le siège du syndicat des métaux. Notre camarade fut obligé de le lui apprendre. Peu après, Costes devenait berger syndical. Il parait qu'aujourd'hui il y a une école de bergers. Pas besoin de travailler dans une usine pour être secrétaire de la section syndicale. C'est ainsi que Plaisance, le secrétaire permanent de la section syndicale de chez Renault, n'avait jamais travaillé dans cette grande boîte. Il ignorait donc le milieu et les conditions dans lesquels il devait se mouvoir. Cela n'avait aucune importance. Le parti était là pour lui dire ce qu'il avait à faire. Le parti avait une politique. Aux Plaisance, de partout de l'appliquer.

Le mécontentement chez Renault est déjà ancien ; en fin février, à l'artillerie, plus de mille ouvriers avaient débrayé ; avant encore, des arrêts de travail avaient eu lieu aux chaînes de montage, aux presses, à l'entretien. Ce n'est pas sans raison que Croizat s'acharnait contre la grève des canardiens. Si cette grève réussissait les métallurgistes de chez Renault débrayaient sans aucun doute ; ceux d'autres usines aussi. Le ministre communiste, le secrétaire fédéral des métaux faisait tout pour freiner les revendications de ses propres syndiqués.

Mais le mécontentement grandissait. L'écart entre les salaires et le prix de la vie ne faisait que s'accroître. Les statistiques ne le cachent pas tout à fait, mais elles ne tiennent pas assez compte du prix des poireaux et des pommes de terre ; la ménagère ne voit guère au marché la baisse Blum. France-Dimanche a raconté qu'André Bois, le secrétaire du comité de grève, un jeune ajusteur de vingt-cinq ans, gagnait seulement 7.800 francs par mois. Ce n'est probablement pas un salaire d'ajusteur, mais c'est sûrement un salaire qui ne permet pas de vivre.

Ajoutez à cela que la gestion de la Régie Renault obligeait à d'amères constatations. La nationalisation se traduit par un accroissement formidable des frais généraux et une prolifération du personnel de maîtrise. Force Ouvrière a donné un chiffre : le nombre des surveillants qui était de 150 en 1939 est monté à 900 aujourd'hui.

Il n'est pas possible de fabriquer une couche bureaucratique, en y incorporant les plus dociles des membres du parti, et de satisfaire aux revendications des travailleurs de l'usine.

Ça casse un jour ou l'autre. Ça a cassé chez Renault et je défie bien qu'on recolle les morceaux, si géniaux que soient les raccommodeurs.

Les ouvriers ont été laissés à eux-mêmes. Leur syndicat n'a plus interprété leurs besoins. Le troupeau a cessé de se conduire en troupeau. Des jeunes ont pris la tête du mécontentement. Parmi eux des trotskystes ; des camarades plus à gauche que les trotskystes, ceux de la Lutte de classe ; des syndiqués de la C. N. T. aussi. Faut-il les en blâmer ? Au contraire, il convient de les en féliciter. Je ne regrette qu'une chose, c'est qu'il ne se soit pas trouvés quelques douzaines de vieux militants des boîtes qui faisaient hier la force du syndicalisme pour apporter leur aide à Bois et aux jeunes du Comité de grève. Il y en a sûrement une collection dans les 30.000 ouvriers de chez Renault.

S'ils avaient apporté leur expérience au Comité de grève ils auraient probablement fait éviter l'erreur qui a été commise. Au lieu de chercher à généraliser le mouvement aux autres boîtes de la région parisienne, il fallait le localiser à Renault. Il était possible d'enlever ce premier morceau. Étendre le mouvement, c'était accroître la difficulté. Il y avait une situation Renault, il fallait la régler. La victoire obtenue, quel exemple

c'était pour tous les métallurgistes de la région parisienne.

D'ailleurs, il ne s'agissait pas de demander aux autres de ne rien faire pendant que ceux de Renault se battaient. Il fallait leur demander, non pas la solidarité par la grève, mais la solidarité financière, la collecte dans toutes les boîtes afin de pouvoir assurer une certaine aide aux grévistes les plus chargés de besoins. A tenir le coup dans une grève avec le prix actuel de la vie, les petites avances ont vite fondu. Et la grève durait depuis quinze jours. Il fallait demander la solidarité morale qui devait se traduire par la pression exercée de toutes les boîtes sur le syndicat des métaux pour qu'il f... au moins la paix au Comité de grève de chez Renault. Passe encore de ne pas l'épauler, mais le traîner dans la boue, c'était de l'abus. Cela, on l'aurait compris et l'on aurait marché. On l'a d'ailleurs compris. C'est pour cela que les dirigeants staliniens ont fait tant de tapage. Mais en ayant l'air de rattraper leur retard et de racheter leurs fautes, en demandant les 10 francs d'augmentation de l'heure pour toute la région parisienne, ils ont torpillé la revendication immédiate de chez Renault. Revendication différente d'ailleurs : d'un côté 10 fr. sur le salaire de base, de l'autre 10 fr. de prime de rendement, entraînant le chronométrage. Les autres boîtes n'auront pas les 10 fr., mais chez Renault on devra se contenter de 3 fr. La lassitude de quinze jours de grève explique parfaitement le vote en faveur de la reprise.

Mais l'opposition du syndicat des métaux, les insultes de l'Humanité contre le Comité de grève Renault, les violences exercées contre les piquets de grève, le « Videz-les, butez-les » de Hénaff à sa garde du corps lorsque les grévistes le sifflaient, les violences contre les distributeurs du tract du Comité de grève le jour du 1er mai et contre les vendeurs de la Vérité à Boulogne, tout cela a été vu et compris. Tout ce qui sera fait pour le brouiller restera vain. De même le sentiment que ni la C. G. T., ni le parti communiste, ni le parti socialiste n'ont pu interpréter leurs revendications, cela est entré dans l'esprit des métallurgistes de la région parisienne. La neutralité du troupeau est morte. La confiance dans un vrai syndicalisme revient. Il ne s'agit plus de retomber dans l'éparpillement. Il faut se préparer pour les batailles de demain.

NI DE GAULLE NI THOREZ

Le mécontentement, sous des formes diverses, ne fait que grandir. Alors que la question du pain paraissait définitivement réglée, les fermetures de boulangeries se sont multipliées. Après les gelées de blésensemencés, Tanguy-Prigent, retour d'Amérique, avait affirmé que la soudure serait assurée, les réensemencements effectués à temps. Quelques mois plus tard, la soudure n'est plus assurée du tout, d'où crise présente et les réensemencements n'étant pas faits, crise plus grave pour l'an prochain. Que s'est-il donc passé ? Tanguy-Prigent a-t-il raconté des blagues ? C'est bien possible. L'Amérique refuse-t-elle de tenir ses engagements ou n'avait-elle pris aucun engagement ? On pourrait peut-être le dire.

La faute en est aux paysans, dit-on. Ils ont livré depuis la gelée moins de blé qu'on n'escomptait. D'où manque actuel de farine. Les paysans ont gardé leur blé pour n'en pas manquer eux-mêmes l'an prochain. Il fallait peut-être s'y attendre. Ils ont fait plus : le préfet du Rhône en personne a déclaré qu'il « ne voulait pas prélever sur la part de pain des ouvriers des villes le blé que les bestiaux sont en train de manger dans les campagnes. » Très juste et très bien de la part d'un préfet. Le malheur, c'est que si les paysans avaient eu intérêt à donner à leurs bêtes d'autres céréales que le blé, ils auraient livré celui-ci et le pain n'aurait pas manqué. On ne brille pas par les prévisions à l'Agriculture. Ni par l'organisation. On avait juré que les engrais ne feraient pas défaut cette année et qu'ils seraient en place à temps. Or qu'annonce la Libération paysanne ? Là où il fallait deux tonnes d'engrais on en a attribué quelques kilos ; encore sont-ils arrivés trop tard.

La menace de l'inflation, refoulée un moment, se précise de nouveau. Faut-il envisager le moment où il faudra se rendre au travail, une valise pleine de billets à la main pour être à même de payer son repas de midi ?

Après l'Indochine, Madagascar. L'Union française paraît difficile à réaliser. Va-t-on à la rupture des colonies ? Les Français du Maroc ou de l'Algérie vont-ils être jetés à la mer ?

Et la paix qui ne se fait pas. La guerre qui menace, la troisième guerre mondiale.

Il y a pas mal de catastrophes en perspective, on le voit. Qu'il y ait des candidats

pour les exploiter, c'est assez naturel. Le rassemblement des mécontents a commencé. Le général de Gaulle a redressé sa haute taille pour les rallier autour de lui. Le camarade Thorez, tirant son chapeau au citoyen Ramadier, est passé dans l'opposition. Il aurait voulu continuer à cumuler les avantages de l'opposition et ceux de la participation au gouvernement, mais c'était décidément trop dur à faire avaler. En tout cas, aujourd'hui, on va voir ce qu'on va voir.

On nous permettra de ne rallier aucun de ces deux rassemblements. Et de conseiller aux syndicats de s'en tenir en dehors.

Il est possible, il est même certain que le général de Gaulle, qu'il le veuille ou non, rassemblera autour de lui les forces réactionnaires de ce pays. Même s'il n'en était rien, sa politique, la politique de la grandeur, ne répondrait aucunement aux besoins de la France, encore moins à ceux de la classe ouvrière. C'est la politique de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. La France en éclaterait sûrement.

Quant à la politique de Thorez, c'est celle du tout à la russe. On rabat sur le plan

français les institutions russes de 1947 — rien de celles de 1919 partant des soviets — et tout est dit. Au lieu du grand tsar Staline, on a le petit tsar Thorez ou Duclos. Leur parti monte au pouvoir ; celui de Blum et Guy Mollet, celui d'Herriot et Daladier, et tous les autres, roses ou blancs, sont fourrés en prison. Je ne me demande pas ce qu'il advient de nous, syndicalistes purs ; notre compte sera réglé en même temps que celui des vipères lubriques trotskystes et des anars. Si nous en réchappons, nous serons condamnés à nous extasier journallement devant l'Humanité restée le seul et unique quotidien des Français russifiés.

Un comité de vigilance contre de Gaulle se comprendrait, mais sans les staliniens. Tout comme un comité contre Thorez, sans les gaullistes.

On ne détruira pas le césarisme par le moyen du totalitarisme ; ni le totalitarisme par le moyen du césarisme.

Pourvu que césarisme et totalitarisme ne se mettent pas d'accord sur notre dos !

PIERRE MONATTE.

Un grand lutteur : Louis Bertoni (1872-1947)

C'est le titre d'une brochure consacrée au militant anarchiste suisse, mort le 19 janvier dernier, par ses camarades du *Réveil* de Genève. Elle contient, avec les différents discours prononcés lors de l'incinération, deux articles de Frigerio et d'Amiguet examinant plus particulièrement la position de Bertoni dans le mouvement ouvrier et à l'égard du syndicalisme.

Bertoni fut et restera une grande figure de l'anarchisme. Peu d'existences de travailleur et de propagandiste ont été aussi admirablement remplies. Pendant près de cinquante ans, sa semaine de typo faite, son *Réveil* rédigé, composé et expédié, Bertoni a consacré ses samedis et ses dimanches à aller faire des causeries et des conférences anarchistes dans tous les coins de Suisse.

Une pensée forte et souvent originale. Trop repliée sur elle-même peut-être. C'est lui qui a traduit avec le plus de netteté la réaction de ceux des anarchistes qui ne se laissèrent pas entraîner par le syndicalisme révolutionnaire, ou s'en dégagèrent assez vite, de peur d'y noyer l'anarchisme. Vieux débat, jamais épuisé, où les malentendus côtoient les différends réels.

On retrouve un écho de ces malentendus quand Amiguet rappelle que Bertoni dénonçait « comme une plaie la dictature et la suffisance des fonctionnaires syndicaux qui en sont venus à considérer comme une fin la conquête des places ». Nous avons connu pas mal de ces fonctionnaires qui concevaient bien autrement leur rôle ; il suffit d'en rappeler deux, les plus connus, Pelloutier et Merrheim. Pour le syndicalisme révolutionnaire, ses fonctionnaires devraient être des animateurs, des entraîneurs. Le jour où ils sentent qu'ils ont perdu le surcroît de vigueur que cela

implique, à eux de se retirer, ou bien à leurs camarades de les ramener à leur ancienne place de travailleur ou à quelque fonction plus administrative.

Un autre écho de malentendu, lorsque Frigerio rappelle que Bertoni ne partageait d'aucune façon « le mot d'ordre assez peu logique dans la bouche de militants se réclamant de l'anarchie : Tout le pouvoir aux syndicats. » Ce mot d'ordre, c'est Louzon qui le lança quelques années avant la guerre de 1939. Dans son esprit, et dans le nôtre, c'était reprendre le mot d'ordre ; tout le pouvoir aux soviets, en remplaçant l'organe fragile et provisoire du soviét par quelque chose de plus continu et de plus solide, le syndicat. Les travailleurs étant ainsi exactement représentés et le pouvoir étant vraiment le leur. Naturellement cela implique que les syndicats fassent un effort sur eux-mêmes, qu'ils soient différents de ce qu'ils sont trop souvent, qu'ils deviennent ce que nous voulons qu'ils soient, pour les grandes tâches qui leur incombent.

Les dernières années de Bertoni ont été assombries. Par la marche victorieuse des dictatures dans son Italie d'abord, en Allemagne ensuite, en Russie aussi au bout de quelques années. Par l'écrasement de la Révolution espagnole. Par la deuxième guerre mondiale. Par tout cela, bien sûr, mais aussi par le sentiment d'être de plus en plus seul ; d'avoir semé beaucoup pour récolter peu. Le syndicalisme révolutionnaire éprouve aussi parfois le même sentiment.

Bertoni n'aura pas semé en vain. Longtemps encore sa pensée restera présente dans le mouvement ouvrier suisse ; ailleurs aussi. Amiguet et Frigerio vont d'ailleurs reprendre la publication du *Réveil*. — P. M.

Deux assassinés :

Victor GODONNECHE

Edmond FRONTY

Un samedi de février 1942. Communication téléphonique d'Auguste Largentier, secrétaire de la Chambre syndicale typographique parisienne. Il vient d'apprendre, indirectement, la mort de Victor Godonnèche.

Montfermeil sous la neige glacée. L'hôpital. Quelques personnes. Des voisins. Un camarade d'atelier de Godonnèche. C'est lui qui a prévenu Largentier.

Chemin faisant, je glane quelques détails. Depuis l'occupation, Godonnèche était chômeur, comme beaucoup de travailleurs des journaux. A ce titre, il émargeait à la mairie. Les chômeurs sont mal vus, dans ces pays semi-agricoles de la grande banlieue. L'autorité décide de les utiliser à la garde des voies de chemin de fer. Garde de nuit, par tous les temps.

Or, Godonnèche avait une hernie, qui le gênait beaucoup, et le faisait souffrir s'il était forcé de rester longtemps debout. Après quelques nuits de garde, il demanda à être dispensé. Très bien, lui répondit-on, mais nous voulons contrôler ; vous allez passer la visite. Le médecin reconnut la hernie. Mais il ajouta : Une hernie, cela s'opère. Donc, nous allons vous opérer. Godonnèche essaya de se soustraire à l'opération. Son médecin la lui avait toujours déconseillée. Mais le médecin s'entêta, et, finalement, Godonnèche consentit. L'opération réussit, du moins en apparence. Godonnèche sortit de l'hôpital. Quelques jours après, il fut contraint d'y revenir, et c'est entre quatre planches qu'il le quitte aujourd'hui.

Ce médecin fut, de toute évidence, un criminel.

Victor Godonnèche avait été anarchiste. Il se rallia à la Révolution russe, et fut un des propagandistes de la Troisième Internationale lorsque cela présentait quelques risques. En 1920, Monatte étant à la Santé, Godonnèche assura, avec Guy Tourrette, la rédaction de la *Vie Ouvrière*, la vraie, pas celle défigurée par Monmousseau. Godonnèche remplit aussi les fonctions de secrétaire du Comité de la Troisième. En 1923, il était, sous la direction de Pierre Monatte, de l'équipe de la *Vie sociale de l'Humanité*.

Cette équipe devait, après les exclusions, se retrouver tout entière à la *Révolution prolétarienne*, en 1925. Notre première adresse, du premier numéro au numéro 5, à Montmartre, 17, rue André-del-Sarte, était l'adresse de Godonnèche. Ce fut Godonnèche qui trouva le titre : *La Révolution prolétarienne*. Comme souvent, nous n'étions pas d'accord. Il fit l'unanimité.

Godonnèche milita dans la Fédération Unitaire du Livre et dans la C. G. T. U. Au Congrès d'août 1925, il intervint à deux reprises, sur le fascisme, et pour la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux.

Si j'avais à choisir le trait dominant du caractère de Victor Godonnèche, je dirais que ce fut la modestie. Jamais, Godonnèche n'intrigua pour se mettre en vedette. Il était également désintéressé : on ne put lui reprocher de s'accrocher à une fonction. Ouvrier depuis son jeune âge — sorti à douze ans et demi de l'école primaire — il est mort ouvrier.

Septembre 1944. Le premier samedi. Comme chaque mois depuis octobre 1941, le noyau de la *Révolution prolétarienne* est réuni. Soudain une nouvelle inattendue : Jean Mathé vient d'être arrêté. Pourquoi ? Comment ? Nul ne le sait. Edmond Fronty devait être des nôtres. A dix-huit heures, il n'est pas encore là. On va voir chez lui. Comme Mathé, il a été emmené, au début de l'après-midi, par des inspecteurs de la Sûreté nationale. La « libération » commence bien !

Un communiqué publié dans les journaux annonce, quelques jours après, que Fronty et Mathé ont été arrêtés pour « collaboration ». C'est un mensonge.

Ceux qui ont vu Edmond Fronty revenir du camp de prisonniers, grâce à sa qualité de blessé de l'autre guerre — ceux-là connaissent ses sentiments sur le nazisme et sur la collaboration. Ils n'ont pas été surpris quand Edmond Fronty fut invité à participer à une réunion de la C. G. T. clandestine. A ce moment-là, les « invitants » ne tenaient pas Fronty pour un « collaborateur ». Ils voulaient l'associer à leur effort.

La chose ne se fit pas. Parce que Fronty émit des réserves sur le général de Gaulle. Cela ne l'emballait pas de s'embarquer derrière un « traîneur de sabre ». L'expression fit sursauter Louis Saillant. (Il s'est rattrapé depuis.)

Mathé et Fronty, arrêtés, suivent la filière. D'abord, l'ignominie du Dépôt. Saleté, promiscuité, dégoût. Puis Drancy. Attente. De quoi les accuse-t-on ? Une commission se forme. L'examen des dossiers commence. Comparation. Voyons, leur dit-on, qu'est-ce qu'on vous reproche ? — Mais, c'est à vous de nous le dire. La commission ne peut rien dire. Les dossiers sont vides. On doit les libérer, après plus de six semaines de détention.

Il devait apprendre plus tard que son arrestation et celle de Mathé avaient été opérées à la demande d'Emmanuel Fleury, dirigé de la fraction communiste des P. T. T. chargé, pendant les premières semaines de la libération, de la direction régionale des P. T. T. Mathé et Fronty gênaient par la position qu'ils occupaient dans le syndicat des Agents des P. T. T. Tel était leur grand crime. Et l'occasion était bonne pour les faire disparaître.

La machination n'a pas abouti. Mais Edmond Fronty, malade du cœur, voit subitement son mal s'aggraver.

Fronty mourut fin octobre 1945. Fleury avait, tout de même, réussi à 50 %.

Edmond Fronty n'avait pour ainsi dire pas cessé de militer dans les syndicats. En 1922, il comptait parmi les animateurs de la Fédération Postale Unitaire. Déjà, il était minoritaire, — contre nous. Fronty appartenait à la tendance « syndicaliste pure » de l'époque du Congrès de Saint-Etienne et du Congrès de Bourges. Mais l'amitié avait survécu à nos discussions passionnées.

La disparition d'Edmond Fronty se fait encore plus durement sentir en ce moment, où la renaissance du syndicalisme dans les P. T. T. rencontre des obstacles. Sa diplomatie aurait permis de les surmonter. — M. CH.

L'Amérique a-t-elle pris sa décision ?

Il y a une vingtaine d'années, j'écrivais ici-même qu'il ne pouvait y avoir de guerre que si deux Puissances rivales (ou deux groupes de Puissances rivaux) étaient à peu près de même force. Sinon, si l'une est manifestement beaucoup plus faible que l'autre, il ne peut y avoir de guerre, parce que la plus faible n'a que la ressource de se soumettre à la volonté de la plus forte.

Si l'on applique ce critère à la situation d'aujourd'hui, on devrait en déduire que la guerre n'est pas pour demain. Des deux Puissances rivales d'aujourd'hui, Etats-Unis et Russie, l'une, Etats-Unis, est, en effet, considérablement plus forte que l'autre. S'il y a une chose qu'a montrée la dernière guerre c'est que, de plus en plus, la force militaire réside dans le génie technique. Il s'agit d'inventer rapidement des moyens d'attaque ou de défense plus perfectionnés que ceux de l'adversaire, et être capable d'en organiser, non moins rapidement, une production massive. Or, à ces deux points de vue, la supériorité américaine est écrasante. En fait d'inventions techniques la Russie n'a fait jusqu'à présent que copier les réalisations des Occidentaux, et, comme rapidité d'exécution, un visiteur américain de la Russie en pleine guerre, dans l'été de 1944, William White, estimait qu'il faudrait toujours aux Russes un an pour faire ce que les Américains feraient en un mois. Et cela, très vraisemblablement, est exact.

Les Américains sont sortis de la dernière guerre en possession de la supériorité écrasante que leur procurait la bombe atomique, mais il ne faut pas croire qu'ils se soient endormis sur leurs lauriers. Jamais, même sans doute au plus fort des hostilités, leur recherche de nouvelles armes n'a été poussée avec plus d'activité et de moyens que depuis la fin de cette guerre. Un journaliste américain signalait, il y a quelque temps, qu'alors que les savants américains, comme ceux des autres pays, tiraient plus ou moins le diable par la queue avant 1940, qu'il leur était difficile d'obtenir, soit des Universités, soit des industriels, les fonds nécessaires pour procéder à des recherches tant soit peu coûteuses, ils nageaient maintenant dans une véritable opulence, l'Armée et la Marine leur offrant tous les fonds qu'ils voulaient, et même davantage, pour entreprendre des études sur n'importe quoi ! même sur des sujets d'un intérêt pure-

ment scientifique, semblant, au premier abord, n'avoir aucuns rapports avec la guerre.

Les résultats de cette activité scientifique et technique ont certainement été considérables. Non seulement la technique de l'envoi des engins à très longue distance (d'un point quelconque de la terre à n'importe quel autre point de la terre) a fait des progrès énormes, non seulement l'armée soviétique, l'armée britannique, s'est assurée une supériorité absolue dans la chasse grâce à la mise au point des moteurs à réaction, mais il paraît bien, d'après les déclarations déjà assez anciennes d'un sénateur américain, que l'armée américaine dispose d'une arme bactériologique dont les effets laisseraient loin derrière eux ceux de la bombe atomique.

Donc, la supériorité anglo-américaine est écrasante, et ce serait folie à la Russie que de vouloir la défier !

Cependant, il est deux cas où, malgré la disproportion des forces, la guerre peut éclater.

Le premier cas a lieu lorsque le faible ne se rend pas compte de sa faiblesse. Il semble bien que cette situation a été sur le point de se produire durant les premiers mois qui ont suivi la guerre. Les Russes étaient enivrés de leur victoire ; leur politique à l'égard des Puissances de l'Ouest se montrait alors particulièrement agressive, presque provocante : il y avait sans doute chez eux, à cette époque, un important parti de la guerre, particulièrement chez les militaires ; c'est vraisemblablement à l'importance prise par ce parti que furent dues les deux retraites successives de Staline, partant au Caucase, comme Pétain à Villeneuve-Loubet, lorsque cela allait mal avec son entourage. Car « le Maréchal » est évidemment beaucoup plus prudent que ses généraux, et même que les jeunes chefs du Parti. Mais aujourd'hui, étant donné les progrès réalisés par la technique américaine depuis deux ans, et dont le Guépéou a tout de même bien quelque connaissance, ce danger peut être considéré comme écarté. Le recul diplomatique russe depuis la fin de la Conférence de Paris montre que Moscou a maintenant davantage conscience du véritable rapport des forces.

Mais il y a un second cas. C'est celui où le plus fort se décide à une guerre « préventive ». Or, il semble bien qu'aujourd'hui, nous nous trouvons devant ce cas, qu'après beaucoup d'hésitations, les dirigeants américains se sont décidés pour une guerre préventive.

Leur politique a, en effet, brusquement changé. D'une défensive, ferme il est vrai, ils sont passés à l'offensive. Cela remonte, sans doute, au jour où l'on a décidé de remplacer Byrnes par Marshall. Un général aux Affaires étrangères ! Et cela dans un pays qui se méfie, comme de la peste, des culottes de peau (« brass hats »). Evénement déjà extrêmement significatif. Mais le fait le plus sensationnel de cette nouvelle politique a été l'aide fournie à la Grèce et à la Turquie, ainsi que les considérants du message présidentiel qui la proposait.

En même temps toute une série de mesures intérieures étaient prises qu'il est bien difficile de ne pas considérer comme des mesures de mise en état de défense morale du pays. C'est ainsi qu'une vaste enquête était ordonnée sur la nature des sentiments politiques de tous les fonctionnaires ou semi-fonctionnaires, à la suite de laquelle doivent être révoqués non seulement les « communistes », mais même tous ceux qui, peu ou prou, sympathisent avec les « communistes ». Une abondante littérature « anticommuniste » et antirusse est en train de voir le jour. L'ancien ambassadeur à Moscou, Bullitt, vient de publier un livre antirusse où il ne manque pas de rappeler que si les Staliniens devenaient les maîtres de la France, la Russie serait à Dakar, c'est-à-dire à portée des côtes américaines. En même temps les ambassadeurs américains en Pologne et en Yougoslavie démissionnaient tous deux afin de pouvoir conférer plus librement à travers l'Amérique sur ce dont ils avaient été témoins chez les deux grands satellites de la Russie.

Elimination de la cinquième colonne ; déploiement de toute l'artillerie de propagande afin de chauffer les esprits contre le futur adversaire, ne sont-ce pas là les prodromes habituels, et nécessaires, de toute guerre ? (1)

Il est bien certain, cependant, que si l'Amérique s'est décidée à la guerre préventive, ce n'est pas sans raison sérieuse, et cette raison saute aux yeux !

Tout le monde sait, et les Américains mieux que quiconque, que dès le jour où, à Potsdam, Truman a révélé à ses interlocuteurs que les Etats-Unis allaient, dès le lendemain, user d'une bombe atomique, la Russie s'est ruée à la recherche, pour découvrir, elle aussi, le moyen de fabriquer des armes atomiques,

(1) Le détachement un peu hautain avec lequel Marshall a suivi la conférence de Moscou est aussi un indice.

Indice aussi la rentrée en scène de de Gaulle. Les Américains ont hâte de débarrasser la France du stalinisme, car ils ne veulent pas risquer de voir les Russes prendre pied, au premier jour des hostilités, sur un territoire aussi stratégiquement important, dans cette guerre entre l'Asie et l'Amérique, que les côtes de l'Atlantique. La France et l'Afrique du Nord doivent devenir leur tête de pont, et non une base d'attaque pour la Russie.

Or, l'on peut prédire, sans crainte de se tromper, qu'elle y parviendra. Quand ? Il est difficile de préciser. Un savant allemand qui avait été embauché en Russie pour des études sur ce sujet et qui, profitant d'une mission dans la zone russe d'occupation en Allemagne, avait pu passer dans la zone américaine, aurait déclaré que, bien que chaque groupe de savants soit étroitement spécialisé dans un domaine de recherches particulier et qu'il ne lui est pas possible de connaître les résultats obtenus dans les autres domaines, il croyait néanmoins pouvoir estimer que les Russes seraient en mesure de fabriquer des bombes atomiques d'ici trois à cinq ans. C'est là une estimation qui semble tout à fait raisonnable.

Cela signifie donc que d'ici trois à cinq ans l'Amérique se trouvera en face d'un adversaire qui se croira en mesure de pouvoir lui parler d'égal à égal, un adversaire qui, dans une guerre, finirait sans doute par être vaincu, mais non sans avoir pu préalablement lui infliger de très lourdes pertes.

Comment voulez-vous que les Américains puissent accepter de continuer à vivre indéfiniment dans une pareille crainte ?

Depuis le jour d'Hiroshima, l'Amérique vit dans la peur. Dans la peur que ses villes ne deviennent un jour des Hiroshima. Pour supprimer cette peur, il n'est qu'un moyen : obtenir le contrôle mondial de toute la production dans tous les pays. Il lui faut avoir les moyens de s'assurer personnellement, qu'en aucun point du monde (sauf peut-être chez elle), on ne fabrique quoi que ce soit qui ressemble à une bombe atomique.

La décision de la guerre préventive a donc sans doute été prise le jour où les Russes se sont refusés à un tel contrôle. Aujourd'hui une seule chose pourrait faire revenir les Etats-Unis sur leur décision, ce serait l'acceptation par les Russes d'un contrôle complet et total de leur production sur tout leur territoire. Or une telle acceptation, qui signifierait la fin de la Russie comme Puissance mondiale, qui briserait tous ses rêves d'expansionnisme et d'impérialisme, est bien invraisemblable.

Il faut donc s'attendre à ce que le jour où les services de renseignements américains avertiront l'état-major que la Russie va être bientôt en mesure de fabriquer des bombes atomiques (ou même peut-être avant), les Etats-Unis déclencheront la guerre. Et, pas d'illusions ! Cette guerre sera extrêmement populaire en Amérique, non point pour des raisons « idéologiques », ni même pour raison d'impérialisme, mais simplement parce qu'elle délivrera les Américains de la peur.

En 1928, j'écrivais : pas de guerre avant dix ans ; aujourd'hui, j'aurais bien envie d'écrire, si je ne craignais pas de contrister les cœurs sensibles : la guerre avant cinq ans.

Deux vastes rigolades :

L'O. N. U...

Ainsi, même l'affaire albanaise n'a pu être résolue par le Conseil de sécurité (*sic*) de l'Organisation des Nations Unies (unies ! *resic*). Aucune résolution, je ne dis pas aucune sanction, mais simplement aucune résolution, une simple résolution indiquant l'opinion du Conseil sur le fait de savoir si l'Albanie avait posé des mines dans le canal de Corfou, n'a pu être prise, la Russie ayant opposé son veto. Jamais preuve d'impuissance plus manifeste n'a été donnée par aucune institution, même par la défunte Société des Nations. Celle-ci était une organisation extrêmement remarquable, comparée à l'O.N.U. Si elle ne faisait guère que de prendre des résolutions, au moins elle en prenait ; et elle prit même, une fois, des sanctions (contre l'Italie dans l'affaire d'Ethiopie), qui furent plus ou moins bien appliquées, mais qui furent, du moins, édictées. En vertu même de sa constitution, l'O.N.U. est, au contraire, incapable de faire, ou même simplement de dire, quoi que ce soit. C'est une vraie rigolade !

La raison s'en trouve dans ceci, que l'O.N.U. fut créée dans le seul but d'imposer aux petites Puissances la volonté des grandes. Mais pour cela il aurait fallu que les grandes Puissances aient un minimum de volonté commune, ce qui n'est pas le cas. Les petites Puissances ont d'ailleurs paré le coup en se faisant toutes les clientes d'une grande Puissance, de sorte qu'en frapper une serait frapper nécessairement une grande Puissance, ce que, précisément, l'O.N.U. s'est constitutionnellement interdit de faire. Ce qui permet à la toute petite Albanie de se foutre impunément de l'Angleterre et de l'Amérique réunies. L'O.N.U. est morte, avant d'avoir vécu.

...ET LE PLAN MONNET

Une autre rigolade, qui est presque du même calibre, c'est celle des « plans », et, tout particulièrement, du plan français, le plan Monnet. Avant même que ce dernier entre en application il était démolé ; démolé car étaient détruites deux de ses données fondamentales : celle de la main-d'œuvre, et celle du « flous ».

Les auteurs de ce plan mirifique avaient escompté qu'ils disposeraient de la main-d'œuvre servile des prisonniers de guerre allemands, jusqu'à la fin du plan ; les Etats-Unis qui, sans doute parce qu'ils ont été les derniers à abolir l'esclavage, veulent être les derniers à le rétablir, ont demandé la libération des prisonniers qu'ils avaient prêtés à la France, avant la fin de l'année ; on a, semble-t-il, obtenu que le délai soit quelque peu prolongé, mais il faudra très certainement libérer les prisonniers faits par les Américains, et aussi les autres, bien avant l'achèvement du plan. Or, si l'on songe que la population productive

actuelle de la France, y compris les prisonniers, n'atteint pas 14 millions de personnes, on voit que la suppression de 500.000 prisonniers se traduira par une diminution qui est loin d'être négligeable, et plus que suffisante pour bouleverser tous les calculs.

Mais le plus beau, c'est que M. Monnet et ses acolytes n'avaient oublié qu'une chose : les moyens de se procurer l'argent nécessaire à l'exécution de leur plan. C'est un vice commun à tous les faiseurs de plans : on jongle avec les milliards sans se préoccuper de savoir comment on se les procurera. Résultat : dès la première année, Ramadier est obligé d'avouer qu'il ne pourra fournir au plan que 60 pour cent de l'argent prévu ! Et cette somme se trouvera sans doute encore fortement réduite en cours de route.

Or un plan est un tout. C'est là sa raison d'être. Il a la prétention de faire coller entre eux les différents éléments de l'économie. Si certains éléments de ces éléments sont modifiés, tout s'écroule. C'est ce qui vient d'advenir au plan Monnet. Il n'en restera qu'une commission, beaucoup de palabres, quelques statistiques et... un nouveau ministère.

Puisse cet exemple ramener à une plus saine conception des choses, à une conception scientifique, les utopistes du « scientisme », ces gens qui sont à la science ce qu'à peu près les « pompiers » sont à l'art. Il y a dans la science un grand principe : c'est qu'il faut tenir compte, avant tout, des erreurs, et ne jamais pousser les calculs au delà de l'approximation que permet le degré d'erreur que comportent les observations. Si vous mesurez des longueurs à un millimètre près, il est absurde de pousser les divisions faites sur ces longueurs jusqu'au nombre de décimales qui vous donne le millième de millimètre !

Or, c'est cette erreur grossière et enfantine que font tous les amateurs de plans. Les données économiques que l'on peut prévoir pour les années suivantes, même pour l'année en cours, ne peuvent être établies qu'à de très grandes erreurs près. A de si grandes erreurs près qu'on peut presque dire qu'elles sont imprévisibles. Dès lors il est stupide de prendre ces chiffres, qui ne sont même pas exacts comme ordre de grandeur, pour les faire cadrer entre eux, et en déduire des conséquences qui seront aussi fausses qu'eux-mêmes.

En l'état actuel des choses, il n'est qu'une manière scientifique de procéder en matière d'économie : c'est de procéder par approximations successives. S'adapter aussi rapidement que possible aux conditions nouvelles qui surgissent constamment d'une technique qui est, aujourd'hui encore mouvante, et d'événements atmosphériques qui seront sans doute éternellement imprévisibles.

ROBERT LOUZON.

Crimes sur crimes

Finirons-nous un jour par épuiser la liste des crimes du totalitarisme stalinien ? A travers la courtine de fer, les sinistres nouvelles mettent jusqu'à dix ans à filtrer. Celle que je reçois en ce moment est abominable. Il n'y a vraiment pas de mots pour qualifier ça — comme tant d'autres crimes du reste. — Le *Courrier socialiste* russe (menchévik) publie en première page deux portraits. Deux nobles visages qui appartiennent à l'histoire de la Révolution russe et du Socialisme. Et une bouleversante note signée par les vétérans des deux partis modérés de la Révolution, le parti socialiste-révolutionnaire et le parti social-démocrate. On vient d'apprendre aux Etats-Unis l'assassinat, par les bourreaux de Staline, il y a dix ans, de Mikhaïl Isaakovitch Liber (Goldman) et d'Abraham Rafailovitch Gotz.

Ces deux socialistes avaient été les adversaires du bolchevisme. Ils avaient combattu Lénine et Trotsky, Liber, menchévik, par l'agitation; Gotz par les armes, de 1917 à 1921 ou 1922. Mais personne, jamais, en Russie, n'avait douté de leur passion, de leur sincérité, de leur loyauté ensuite, de leur réconciliation avec une révolution victorieuse à laquelle, tout en réservant leur droit de penser en silence, ils avaient offert leurs capacités. Liber, depuis 1922, si ma mémoire est bonne, travaillait dans l'économie soviétique. L'ancien leader du parti socialiste-révolutionnaire, Abraham Gotz, depuis 1926, je crois, travaillait, en déportation, en qualité d'économiste, dans les services économiques et financiers de l'Etat. Quand je fus banni de l'U. R. S. S. au début de 1936, Gotz, dans une ville de la Volga, s'était acquis l'estime générale de ses anciens adversaires...

Nous apprenons maintenant, par un rescapé des prisons de Staline, qu'en 1937 ces deux vieux socialistes subirent — et dans les pires conditions — une longue incarcération à Alma-Ata (Turkestan). L'encombrement des prisons était tel que l'isolement n'existait pas ; il y avait quelque 10.000 détenus dans les geôles d'Alma-Ata. Liber et Gotz furent torturés. A bout de forces physiques et morales, ils signèrent à la fin tous les « aveux » qu'on voulait. Ils ne s'en cachèrent pas devant leurs compagnons de souffrance. Ils disaient n'avoir pensé qu'à sauver leurs familles, du reste emprisonnées, elles aussi et dont on ignore le sort. En attendant la mort, ils se redressèrent pleinement. Le socialiste européen qui les connut alors relate qu'ils furent intrépides, maîtres d'eux-mêmes, fidèles à leur confiance en l'avenir du peuple russe, fidèles à leurs convictions. On les fusilla sans procès en novembre 1937. Et bien qu'ils appartinsent à l'histoire de la Révolution russe, le régime stalinien réussit à cacher ce crime pendant dix ans ! Si souillé de crimes qu'il soit, il en a honte.

Ce régime de tortionnaires et d'assassins, maître des camps de concentration les plus vastes de l'univers, possède toute une stratégie du crime et de l'infamie. Le secret absolu en constitue le premier précepte. Il faut rappeler ici un autre fait de ce genre. Quand les deux leaders du prolétariat juif de Pologne, Henrik Ehrlich et Victor Alter, eurent été fusillés en Russie — après avoir été invités par Staline à former un Comité mondial de défense des Juifs — le gouvernement stalinien

laissa pendant près de deux ans les libéraux et les socialistes de divers pays multiplier les démarches en faveur des deux cadavres. La Fédération Américaine du Travail, Einstein, Eléonore Roosevelt, le gouvernement polonais continuaient à solliciter la libération de deux membres du comité de l'Internationale socialiste enterrés nul ne sait où. Ce ne fut qu'au début de 1943 que l'ambassadeur Litvinov informa la Fédération Américaine du Travail de ce que, « considérés comme citoyens soviétiques », Henrik Ehrlich et Victor Alter avaient été exécutés. Le message officiel tentait de salir leur mémoire en les accusant d'« espionnage et de trahison »... Ce crime contribua largement à éclairer la classe ouvrière américaine.

Aux noms des vieux bolcheviks, aux noms de Trotsky et d'Andrès Nén, aux noms d'Henrik Ehrlich et de Victor Alter, ajoutons maintenant les noms d'Abraham Gotz et de Mikhaïl Liber... Les crimes s'entassaient, en série continue. Les tas de têtes coupées qu'un Tamerlan faisait dresser quand il ordonnait de dépeupler un pays feraient piètre mine devant la pyramide de têtes trouées que le « Chef génial » continue à hausser tous les jours un petit peu. Bolcheviks, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, syndicalistes, anarchistes, bundistes juifs, les célèbres et les inconnus, tous les crânes s'y rassemblent, réconciliés. Quiconque a pensé socialiste depuis le début de ce siècle, quiconque a passionnément espéré en Russie une grande libération des hommes, y porte sa pauvre tête, sa noble tête, sa conscience ardente ou ses balbutiements, ses doutes ou sa foi... S'il restait sur cet ossuaire l'ombre de l'ombre du socialisme, le socialisme en serait à jamais déshonoré.

Mexico, mai 1947

VICTOR SERGE.

Publications à signaler

Z. ZAREMBA : *La Commune de Varsovie, trahie par Staline, massacrée par Hitler*. Cahiers de Spartacus (25 fr.).

Il faut lire ce récit du drame de Varsovie : Une ville détruite, une insurrection écrasée par l'armée allemande alors que l'armée russe était aux portes de la ville.

Zarembo établit qu'il est faux que l'insurrection ait éclaté sans consultation préalable de la Russie; qu'elle ait servi les intérêts politiques d'une clique de réactionnaires ; que les généraux Sosnkowski et Bor aient déclenché le soulèvement de leur propre chef.

Il fallait à la Russie une Pologne servile. Le résultat fut obtenu par une manœuvre qui ressemble par certains côtés à un guet-apens. Radio-Moscou exhorte à l'insurrection de Varsovie. L'insurrection éclate. Durant deux mois elle attendra en vain l'aide des troupes russes pourtant à quelques kilomètres de Varsovie. — P. M.

Signalons la publication chez l'éditeur Aubier d'une *Histoire du mouvement ouvrier en France*, des origines à nos jours, par Jean Montreuil.

Nous n'avons pu terminer à temps pour ce numéro la lecture des 600 pages de cet ouvrage certainement utile pour nos camarades.

Les intellectuels et le goût du pouvoir

De multiples articles de revues permettent d'apprécier l'influence exercée par les succès de l'U. R. S. S. sur ces jeunes intellectuels qui n'ont pas connu la période héroïque de la Révolution russe (où celle-ci s'identifiait, au moins partiellement, avec la cause des opprimés et des humiliés) et qui n'ont pas pu traverser le marécage de la résistance sans y laisser leurs dernières illusions généreuses.

Ce serait une position facile de ne voir là qu'un phénomène d'arrivisme banal. Dans bien des cas, il est vrai, l'intellectuel est révolutionnaire à vingt ans, le temps de jeter sa gourme; puis il se raccroche à des intérêts plus matériels, que ce soit ceux de sa classe ou ceux d'une nouvelle classe exploiteuse dans laquelle il a sa place toute marquée. Le stalinisme notamment offre un trop bel avenir aux classes petites bourgeoises et techniques, pour ne pas tenter les ambitieux et les adorateurs du pouvoir.

Mais le phénomène paraît plus grave : à l'heure actuelle il ne s'agit plus de gens qui ont perdu la foi et qui, nantis d'un portefeuille bien garni, recherchent leur consolation spirituelle dans les vieux clichés de l'idéalisme bourgeois. Il s'agit d'une génération d'hommes qui, de par les événements dont ils ont été témoins, de par l'acuité de leur sens critique, n'ont jamais pu croire à grand-chose en politique et n'ont jamais au fond accordé une solide confiance à la révolution socialiste. Ils font appel à ce qu'ils trouvent : hier, à la résistance ou à un pacifisme plus ou moins collaborationniste et pangermaniste (selon les hasards de leur existence ou de leurs relations) ; aujourd'hui, au catholicisme aussi bien qu'à la nouvelle église communiste.

Aux uns comme aux autres, il faut crier : casse-cou ! Il faut tenter de leur faire comprendre qu'ils courent à la catastrophe, que, jongleurs doctrinaires dévoyés et velléitaires de l'action, ils sont les fourriers du fascisme de demain ; ils suivent la pente glissante qui fut celle de la jeunesse allemande d'avant Hitler. Ce sont des révolutionnaires sans âme.

UNE JUSTIFICATION DES PROCÈS DE MOSCOU

Doutant d'eux-mêmes et n'ayant guère bonne conscience (remâchant leurs activités stériles ou leur inactivité d'hier), ils doutent des autres et du prolétariat qui, à leurs yeux, s'est montré inférieur à sa tâche historique. Ils n'ont pas la patience d'attendre, et ce goût de l'action à tout prix les conduit à des aberrations telles que le « *Yogi et le Prolétaire* » (1), essai déshonorant sur les procès de Moscou d'un de nos plus brillants philosophes existentialistes, Maurice Merleau-Ponty

Si cette justification tardive des crimes de

Staline mérite qu'on s'y arrête, c'est que son auteur se distingue, non seulement par la subtilité, mais encore; semble-t-il, par la sincérité de sa recherche. Il fait manifestement violence à son tempérament d'intellectuel bourgeois en se jetant tête baissée — parce qu'il juge que là est la vérité — dans un « réalisme » et une admiration presque pathologiques du nouveau pouvoir établi en Russie : s'il n'a pas pour lui le goût du pouvoir, il sacrifie complaisamment au vainqueur et a le goût des gens au pouvoir.

Sa thèse peut se résumer très sommairement en quelques mots : s'opposer à l'U. R. S. S., c'est trahir l'Histoire. L'opposition russe, *subjectivement* sincère et innocente, a trahi *objectivement*. C'est à dessein que je simplifie à l'extrême la sinieuse présentation des arguments, car mon désir n'est pas de philosopher mais de mettre directement les pieds dans le plat, sans me laisser égarer dans une discussion théorique qui n'aurait pas d'issue.

Dès les premières lignes de cet essai, on est stupéfait de voir ce que Maurice Merleau-Ponty a retenu des théories révolutionnaires du passé. Il adopte les oripeaux marxistes dans ce qu'ils ont de plus contestable, tout en les dépouillant de ce qui faisait leur valeur : la croyance en un progrès réel, fonction de la volonté des individus libres ; et l'affirmation du rôle humain et personnel que doit jouer le prolétariat dans la genèse d'un monde nouveau et l'amélioration de son propre sort.

D'emblée, il retrace le tableau bien connu de l'accumulation primitive du capital. Rien de plus facile et gratuit que de rappeler les horreurs classiques du libéralisme occidental, de ses guerres, de son colonialisme, pour justifier ensuite le pharaonisme russe ! C'est avec de tels arguments, nous nous en souvenons tous, que certains germanophiles de gauche nous disaient d'accepter Hitler au nom des crimes français contre la paix et nous conviaient, en pleine occupation nazie, à flétrir les crimes anglais aux Indes.

Avant 1914, on n'aurait tiré argument des crimes du passé que pour les comparer aux horreurs contemporaines et les mieux stigmatiser. Maintenant, M. Merleau-Ponty trouve dans les crimes du passé une justification à tous les crimes de l'Histoire, actuels et futurs.

SUR L'OPPOSITION RUSSE

Il étudie principalement l'opposition russe à la lueur du compte rendu sténographique du procès Boukharine. Fait caractéristique, il s'en prend à l'opposition officielle russe, habile en « reculs stratégiques » et en reniements de haut style. Il ne s'intéresse pas aux vrais hommes de la « résistance » russe, aux courageux camarades de l'opposition anonyme, morts dans les isolateurs ou avec une balle dans la nuque, sans autre forme de procès.

Pour M. Merleau-Ponty, l'opposition est personnifiée par Roubachof-Boukharine et non

(1) *Les Temps Modernes*, No 13, 14, 16. N. R. F.

par les Sapronof, les Wladimir Smirnof, les marins de Cronstadt, les ouvriers et les paysans déportés en masse ; même Léon Trotsky est présenté comme un auteur tardigrade, qui n'a compris ni le cours nouveau de l'U. R. S. S. ni les conséquences de la marée nazie. Et on conçoit combien il lui est facile d'accabler un « capitularde » à la Boukharine sous ses propres fautes : C'est ce qu'avait fait Vichinski aux procès spectaculaires de Moscou ; c'est ce qu'entreprend de recommencer M. Merleau-Ponty au nom d'une philosophie qui voudrait faire la synthèse du marxisme et de l'existentialisme.

Or, la faillite d'un Roubachof (Kœstler ne l'a peut-être pas assez souligné) ne date pas de son procès. Elle est contemporaine du suicide du petit Loewy, de l'arrestation de Richard et de la mort d'Arlova (les trois victimes symboliques de la bolchévisation de l'Internationale Communiste dans *Le Zéro et l'Infini*). Roubachof a collaboré aux pires fautes d'un régime contre lequel il entreprend ensuite bien tardivement et bien faiblement de lutter. Il se sent encore lié corps et âme à la politique du Parti, lorsqu'il voit le régime issu d'Octobre menacé de toutes parts, à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'attitude des camarades vraiment oppositionnels, exilés ou enfermés dans les isolateurs, qu'a bien connue Ciliga, est tout autre ; loyales les premières années et « trotskystes », ils ont bien vite compris que le ver était dans le fruit et qu'on ne redresserait pas le cours du régime sans liquider le Parti lui-même, et ils ont pour la plupart payé de leur vie cette clairvoyance.

Roubachof, lui, obéit à la loi de la Jungle (qu'il appelle loi de l'Histoire) et s'incline devant la force, même spirituelle, du pouvoir établi. Il est de ceux qui, après quelques sursauts de révolte, sont prêts (s'ils survivent à l'épuration) à rentrer dans le rang, espérant que leur heure viendra plus tard s'ils suivent dans l'immédiat, pas à pas, les zigzags du Numéro Un. Et c'est cette cascade de reculs et d'aveux humiliants qu'utilise l'habile Géorgien, qui a le triste privilège de survivre et de sortir toujours plus fort des catastrophes qu'il a engendrées.

Quant à Maurice Merleau-Ponty, il dépasse même les capitulars. Pour lui, la bonne foi subjective des oppositionnels est du même ordre que la bonne foi de certains collaborationnistes, et il voue allègrement au poteau d'exécution les vieux bolchéviks, coupables de n'avoir pas réussi : « Il n'y a pas (en temps de révolution) que des trahisons *objectives* et des mérites *objectifs*. Le traître est celui qui en fait dessert le pays de la révolution tel qu'il est, avec sa direction et son appareil... L'opposition est trahison, la trahison n'est qu'opposition. » Soit. Mais alors qu'on le dise bien haut, et que les procureurs « marxistes » ne se croient pas obligés de traîner dans la boue les oppositionnels en inventant de noirs complots avec l'étranger. Car demeurer attaché à cette formule périmée des responsabilités, c'est rendre un singulier hommage à la morale bourgeoise.

L'ACCEPTATION DE L'HISTOIRE

Cette acceptation quasi religieuse de l'Histoire, conforme à une prétendue dialectique

matérialiste, ne peut conduire qu'à avilir tout acte personnel, à supprimer toute notion de choix et de responsabilité, à entériner les fautes de tous les pouvoirs établis, pourvu qu'elles soient habilement présentées.

Il y a loin de cette conception d'acceptation automatique au refus syndicaliste devant la guerre. Ce n'est pas par hasard que les libertaires, les syndicalistes et les pacifistes sincères sont les seuls qui aient refusé de choisir entre l'impérialisme américain, la barbarie nazie et son modèle stalinien. Et c'est justement dans le dilemme : Russie ou Amérique que M. Merleau-Ponty s'efforce de nous enfermer, alors qu'on peut assurer que ni le libéralisme américain (réservé à une nation jeune et riche), ni le totalitarisme russe (avec son capitalisme d'Etat onéreux pour les masses) ne sont capables de résoudre les contradictions économiques et morales d'une Europe appauvrie et fatiguée. Nous avons besoin de paix et de liberté autant que de pain, et l'un ne viendra pas sans l'autre.

**

Emporté par son goût de la discussion philosophico-historique, M. Merleau-Ponty oublie quelques vérités premières, bien terre à terre et modestes : Il oublie la condition réelle de la classe ouvrière russe, compte tenu même du retard dû à l'héritage tsariste (ou plutôt, il ne s'y intéresse que dans un avenir historiquement indéterminé), et il considère comme menu détail sans doute les faits rapportés dans les brochures d'Yvon, dans les livres de Serge et de Ciliga. Il oublie les dizaines de millions de déportés des camps de concentration, dont Victor Serge vient de rappeler opportunément l'existence dans *Le nouvel impérialisme russe*. Aux yeux d'un intellectuel de gauche, ces petites contingences sont négligeables. Tout au plus on nous permet d'espérer qu'avec un peu de chance dans quelques centaines d'années tout ira beaucoup mieux : Après des centaines d'années de paix hiltérienne aussi, tout aurait pu aller mieux dans une Europe raciste unifiée et abétie.

Notre élite pensante, intoxiquée par le sens du « réel », fait bon marché du respect de la personne humaine (inséparable de toute politique socialiste), d'autant plus facilement qu'elle habite plus loin de l'Etat totalitaire et ne risque pas encore de subir le régime du bâillon et des camps de concentration, un peu comme les Anglais acceptaient d'un cœur léger aux Indes un régime économique et policier qu'ils vomissaient dans la métropole.

Mais ce n'est pas cela que Lénine et ses compagnons ont voulu instaurer : ils avaient, avec quelque déformation bureaucratique, le sens de la démocratie ouvrière, qui n'a rien à voir avec des plans quinquennaux de réarmement et d'équipement de l'industrie lourde, ni avec l'exaltation du chauvinisme et du sentiment panslave (même dans sa forme religieuse), ni avec une politique extérieure d'expansion impérialiste appuyée sur une ceinture d'Etats satellites. Nous savons bien que du côté anglo-saxon les mobiles ne sont pas plus purs. Raison de plus pour lutter contre les uns et les autres, sur un terrain spécifiquement ouvrier et surtout internationaliste.

Ces déformations de la politique initiale de la Révolution russe, Maurice Merleau-Ponty emploie tout son talent à les expliquer par les

nécessités du présent et à les justifier par les réalisations à venir. C'est ainsi qu'il considère, comme Roubachof-Boukharine, que :

« Malgré tout, l'infrastructure d'un Etat socialiste se construit en U. R. S. S. » ; que : « Les privilèges en espèces ou en nature sont conférés à raison du travail et ne donnent à aucun homme le moyen d'exploiter les autres hommes. » ; enfin et surtout que :

« La signification révolutionnaire de la politique présente est ensevelie dans les « bases économiques » du régime et ne paraîtra que beaucoup plus tard, comme ces semences enfermées sous terre et qui germent après des siècles. »

ETAT SOCIALISTE

Que d'erreurs et de légèreté en ces quelques phrases !

Comment peut-on parler raisonnablement d'« Etat socialiste », même dégénéré, devant un capitalisme d'Etat à bureaucratie coûteuse et toute puissante, où, comme le dira Péra, le salariat est généralisé à tous, ce qui est l'expression d'un régime fasciste achevé ?

Comment affirmer qu'en U. R. S. S. aucun homme n'exploite d'autres hommes, alors que, grâce à la planification par en haut, le pouvoir réel d'un chef de trust soviétique dépasse de loin la puissance de n'importe quel industriel d'Europe occidentale ? On ne peut comparer ces nouveaux magnats, qui fixent la vie et le destin de millions d'hommes, qu'à quelques chefs de trusts américains, en se souvenant toutefois qu'aux Etats-Unis il existe encore un contrôle assez réel de l'opinion publique, qui n'a pas son équivalent en U. R. S. S.

Et si nous en sommes réduits à espérer que la « semence économique » germera dans quelques siècles, mieux vaut nous jeter dans les bras apaisants de quelque religion, qui au moins aura la sagesse de nous faire miroiter seulement les espoirs de l'au-delà.

Je sais bien que l'on trouve dans le copieux exposé de notre philosophe (où le meilleur du débat se perd souvent dans un trop long et trop subtil développement) des phrases comme celle-ci :

« Nous devons prendre garde que rien dans notre action ne contribue à freiner le mouvement prolétarien, s'il renait à travers le monde. S'il y a grève, être pour les grévistes. S'il y a guerre civile, être pour le prolétariat. »

Mais on demeure confondu d'apprendre immédiatement après que :

« En somme, c'est la politique effective du Parti Communiste. » L'article a été écrit, il est vrai, à la fin de 1945, avant la grève des postiers et celle des typographes !

Mais au fait, n'y a-t-il pas un pays où la grève est punie de mort, où les ouvriers n'ont pas la possibilité légale de présenter des revendications, si ce n'est sur commande et avec l'assentiment de la bureaucratie maîtresse ?

On songe à l'Allemagne d'hier, à l'Allemagne hitlérienne. On oublie la Russie soviétique d'aujourd'hui.

S'il tombe dans de telles erreurs d'interprétation, c'est que M. Merleau-Ponty, comme la plupart des intellectuels de gauche, confond bien souvent le capitalisme d'Etat et le socialisme, comme le montrent ces lignes savoureuses

que j'extrais d'un autre essai, intitulé « *Pour la Vérité.* »

« Il est certain que pour intégrer à son économie propre celle des pays qui sont sous son influence, l'U. R. S. S. sera amenée à y établir, *ouvertement ou non*, un mode de production socialiste, de sorte que l'occupation russe sera en fait progressive. »

On a l'impression que des hommes comme M. Merleau-Ponty n'ont pas encore « encaissé » le traumatisme de la guerre et de l'occupation. Et lorsqu'il dit : « Depuis 1939, nous n'avons certes pas vécu une révolution marxiste, mais nous avons vécu une guerre et une occupation, et les deux phénomènes sont comparables en ce que tous les deux *remettent en question l'incontesté...* », on pense immanquablement à cette manchette fameuse de *La Victoire* de Gustave Hervé : « Oui, mais depuis, il y a eu la guerre ! »

BARBARIE TOTALITAIRE OU HUMANISME SOCIALISTE

Or, pour un syndicaliste, les événements récents n'ont rien entamé des principes essentiels. Plus que jamais l'internationalisme et la démocratie ouvrière sont les meilleures digues contre le nouveau cataclysme que nous prépare l'impérialisme des puissants du jour, incapables de faire la paix, comme ils ont été incapables d'éviter la guerre.

Condamner l'humanisme imparfait du « quaker hypocrite » de la société capitaliste, c'est un beau geste, fort à la mode. Mais condamnons-le au nom d'un meilleur humanisme socialiste et non comme porte-drapeau d'une barbarie totalitaire.

L'attitude des jeunes intellectuels pro-staliniens ou, pis encore, des « stalinophiles néophytes » (selon l'expression d'Aimé Patri) ne peut qu'accroître le désarroi de la conscience ouvrière et nous mener, de déception en déception, à un nouveau fascisme, plus durable que l'autre.

Qu'on me permette à ce propos d'évoquer le vieux conte d'Andersen « *Les Habits du Grand-Duc* ».

Il est de bon ton à notre époque d'admirer l'ombre de la Révolution d'Octobre.

Alors que l'impérialisme russe n'est pas plus justifié (ni moins) que tout autre impérialisme et participe, au nom du capitalisme d'Etat, à toutes les horreurs de l'accumulation primitive du capitalisme privé ; alors qu'une telle conception « marxiste » du progrès ne peut conduire qu'au talon de fer d'une minorité bottée sur la masse du prolétariat européen ; alors que le « commissaire » n'a rien de commun avec le prolétaire, si ce n'est la démagogique casquette des films d'actualité soviétiques ; alors que l'héritage est largement rétabli par la nouvelle constitution russe et que l'enseignement supérieur a cessé d'être gratuit en U. R. S. S.

Malgré l'horreur que devrait inspirer à tout intellectuel généreux ce nouveau pharaonisme, il n'est donc personne pour dire le mot de la fin :

Votre « socialisme » russe, dont vous vantez les somptueux habits, mais il se promène tout nu, dans sa hideur squelettique !

JEAN-DANIEL MARTINET.

PARMI NOS LETTRES

Nous avons reçu pas mal de lettres, avant même la publication de notre premier numéro. Leur lecture est intéressante, et le scepticisme que l'on rencontrait dans celles précédant la parution a été largement compensé par les encouragements formulés dans celles qui ont suivi la lecture du premier numéro.

Nous aurons l'occasion de reprendre les suggestions et les objections de la plupart de nos correspondants, et cette libre conversation nous permettra d'aborder quelques sujets importants.

Internationalisme, pas mort

Comment cependant ne pas donner la première place à ces chaleureuses formules que nous trouvons sous la plume de deux victimes des deux grandes guerres mondiales.

F. Gouttenoire de Toury, dont les anciens n'ont pas oublié les courageuses campagnes contre Poincaré, qui signe grand mutilé de la guerre de 1914-1918 et pacifiste à 100 %, nous écrit :

Avec mes meilleurs vœux pour votre revue. Que par-dessus tout, elle travaille contre le nationalisme, pour la conciliation et la réconciliation universelles, la lutte contre les mensonges, cause de tous nos malheurs.

Un ancien camarade postier de Charleville, nous annonce qu'il va nous faire une utile propagande, nous conseille de publier la liste des abonnés par département, et conclut :

Malgré mes cinq années de captivité, ayant souffert des nazis, je reste internationaliste, c'est ma raison de vivre !

Les jeunes croient surtout à l'argent

Un jeune camarade, maître d'internat dans un lycée parisien, m'a fait diverses remarques à propos de ma deuxième lettre d'un ancien :

Quand j'étais adolescent en 35-36-37, les jeunes s'intéressaient sinon à la vie syndicale du moins à la vie politique. Ils n'étaient peut-être pas révolutionnaires, mais croyaient l'être. Ils ne réfléchissaient pas, étant sûrs de la vérité qui se matérialisait alors par les slogans : Front populaire, défense de l'Espagne, lutte contre la guerre et le fascisme. Mais ils croyaient.

Aujourd'hui, les jeunes croient surtout à l'argent. S'ils ne sont pas communistes, ils sont généralement anticommunistes. Syndicalisme et révolution leur paraissent synonymes de communisme.

Quant aux communistes, leur criminel parti les entretient dans l'idée qu'il suffit d'organiser fêtes, bals et sorties.

Je voudrais vous poser une question : A-t-il existé une époque où les jeunes ont milité réellement dans les organisations syndicales et sans arrière-pensée politique ?

Il faut faire une distinction entre les jeunes et des jeunes. J'ai vu, dans des corporations et des moments différents, des jeunes militer réellement, sans arrière-pensée politique, et obtenir des résultats certains. Je me souviens d'une petite équipe au syndicat parisien de la maçonnerie-pierre qui fit en 1905-1906 des merveilles. Par elle, les garçons maçons furent entraînés dans une lutte de plus d'un an sur les chantiers. Ils firent augmenter leurs salaires, et diminuer le grand écart qui existait entre garçons et compagnons. Ils réchauffèrent par leur action tout le syndicat de la maçonnerie qui en prit un essor inespéré. Au départ qu'y avait-il ? Quelqu'un qui avait l'air d'un enfant, Maximi-

lien Leblanc entraîna quelques camarades ; à une poignée ils entraînent toute leur corporation. Plus tard, j'ai vu au syndicat des mécaniciens Vergeat et ses camarades. Plus tard encore, à la Jeunesse syndicaliste du 15^e, les jeunes télé Fronty et Moiny.

Sans arrière-pensée politique ? C'est peut-être risqué de l'affirmer. Tous ceux-là étaient syndicalistes, mais avec une teinte d'anarchisme.

Les jeunes croient surtout à l'argent ? Gardons-nous de généraliser. Il y a tant de sortes de jeunes aujourd'hui comme hier : le plus grand nombre pense à son intérêt immédiat. Il ne voit pas plus loin. Quelques-uns voient plus loin, mais craignent de jouer les dupes. D'autres, se servent des idées pour arriver. Enfin quelques-uns servent les idées tout simplement. C'est eux qui donnent le branle.

Les femmes militent peu

Une autre remarque :

Dans nos organisations de l'Enseignement, les femmes militent peu et assimilent beaucoup moins bien les questions, à l'exception de certaines qui sont presque toujours de vieilles filles.

Ne pensez pas trop de mal des vieilles filles. Louise Michel en était une. Ferré, qui aurait été le compagnon de sa vie, avait été fusillé à Satory. Nous en avons connu d'autres. Si chaque génération de l'Enseignement comptait quelques Marie Guillot cela se sentirait dans nos organisations.

Ne dites pas que dans l'Enseignement les femmes militent peu. Il n'y a guère de corporations comptant autant de militantes. De même dans les P.T.T. Qu'il puisse y en avoir davantage, c'est certain. Mais si dans les autres corporations, même celles qui occupent beaucoup de femmes, il y en avait le même pourcentage cela constituerait un fameux progrès. Voyez Alimentation, Textile, Habillement, Chaussure, etc.

Assimilent-elles moins bien ? Pas toujours, vous le dites vous-même. Elles sont dans l'ensemble obligées de penser depuis toujours à tant de choses de la vie familiale, auxquelles nous pensons moins, qu'il est fatal qu'elles pensent moins à d'autres.

Troubles suscités

Et maintenant la principale remarque. On dirait même que notre camarade n'a formulé les deux premières que pour se donner le cœur d'aborder celle-ci :

Je n'approuve pas une partie de votre article, celle intitulée « Troubles suscités ». Je ne l'approuve pas ou je ne l'ai compris pas. Ou il y manque quelque chose. Je n'ai d'ailleurs pas été le seul de cet avis. Un de mes camarades m'a dit : « Monatte prend parti pour les Américains contre les Russes. »

Voyez-vous, la Russie produit encore un mirage. Le mot impérialisme accolé à Russe comme à Américain a quelque chose de révoltant.

Vous avez l'air d'une part d'excuser les Anglo-Américains et d'autre part vous ne répondez pas à la question que vous posez vous-même au début du paragraphe.

Même si les Anglo-Américains ne suscitaient pas les troubles, rien ne prouvait qu'ils ne les représenteraient pas.

Croyez-vous que si la C.G.T. avait agi en 1944, les moyens employés, révolutionnaires ou non, n'auraient pas constitué une révolution même larvée et qu'ainsi les objectifs : ravitaillement, cherté de vie, salaires, n'auraient pas été dépassés ?

Certes, je ne prétends pas approuver les paroles du secrétaire confédéral. Je demande que vous réfutiez l'argument : répression anglo-américaine... On ne peut nier que les partisans grecs soient récompensés par les armes sinon les armées anglo-américaines.

Que le mot impérialisme accolé à Russe ait quelque chose de révoltant, voilà le problème. Vous ne pouvez pas encore ne pas vous révolter. Longtemps, je l'ai dit, nous non plus, nous ne pouvions pas regarder la vérité en face. Il l'a bien fallu pourtant. Les faits s'imposent. Ils s'imposent à vous comme à nous.

Je m'efforce de poser les problèmes comme ils doivent se poser. Je ne suis pas de ceux qui chaque fois qu'ils taperont sur les Russes croiront habile de taper tout à trac deux fois sur les Américains.

Regardez, vous brouillez les questions. Vous en amenez qui n'étaient pas en discussion. Bien sûr, il manquait beaucoup de choses dans mon article. Je n'avais pas fait le tour complet du sujet. On ne dit jamais tout à la fois. Je m'étais contenté de prouver que l'affirmation du secrétaire fédéral était manifestement fautive. Les troubles en Belgique et en Grèce n'avaient pas été suscités par les Anglo-Américains. Ils l'avaient été par les Russes et par leurs instruments. Ce qui s'est produit ensuite n'était pas en question pour le moment. Espérons que cela fera l'objet d'articles prochains de camarades belges et grecs.

Quand nous étudions une question, commençons par bien voir comment elle se pose, quels en sont les éléments ; n'escamotons aucun des facteurs. Voyons la situation telle qu'elle est. Le monde n'a pas été fait par nous, ce matin. Constatons les positions occupées ou visées par les divers impérialismes. C'est un fait que l'impérialisme anglo-américain défendra avec acharnement, aujourd'hui contre les Russes comme hier contre les Allemands, Anvers et Athènes. C'est un fait que l'impérialisme russe, celui des tsars d'hier comme celui du tsar de 1947, veut, entre autres choses, descendre à la Méditerranée, s'étendre sur toute l'Europe.

Il serait fou de confondre le sort du socialisme avec celui de l'impérialisme anglo-américain ; il n'est pas moins fou de le confondre avec celui de l'impérialisme russe. La place du socialisme n'est ni dans l'un de ces camps ni dans l'autre. Il forme à lui seul, selon une expression qui commence à s'accréditer, le troisième camp.

Sans cette confusion, je me demande si la Fédération des peuples balkaniques n'aurait pas été réalisable aujourd'hui. Une telle Fédération servant de masque à l'impérialisme russe est impossible.

Sans cette confusion, Franco serait balayé depuis longtemps. Les Anglo-Saxons se résigneraient de bon gré ou de mauvais gré au socialisme, au communisme instauré en Espagne. Ce à quoi ils ne se résigneront pas, c'est de voir l'impérialisme russe installé à Gibraltar.

Le monde est tel qu'il est. Pour le transformer, il faut commencer par le voir sans mirage. — P. M.

Ni trotskystes, ni antirésistants, ni anticommunistes.

Un ami, que sa situation professionnelle et géographique, ses tendances et sa curiosité sympathique mettent en contact permanent avec des ouvriers et des paysans et qui s'efforce toujours à l'objectivité, a lu notre premier numéro avec une vigilante attention. La lettre qu'il m'adresse contient, à côté d'observations favorables, d'objections d'ordre doctrinal transmises à Louzon, quelques remarques qui appellent quelques précisions.

Au sujet d'abord, de l'article de Victor Serge : *A propos de « l'Assassinat de Trotsky » une critique.* Vous reprenez après 91 mois de silence, vous n'êtes pas gens à user de cadavres comme estrade, et je vous en félicite. Par ailleurs, et bien que certains de vous aient sans doute couru de sérieux risques, une heureuse chance a voulu qu'aucun ne perde ni la vie, ni même provisoirement

la liberté. Il serait donc ridicule, et personne ne vous le demande, de débiter par quelque symbolique manifestation équivalent à un dépôt de gerbe sur la tombe du résistant inconnu ; seulement, en nous entretenant dès le premier numéro de l'ignoble assassinat de Léon Davidovitch, on pourrait croire, ce qui est faux, je le sais, que des innombrables crimes perpétrés durant ces 91 mois, un seul vous touche, que dans ces montagnes de cadavres, vos yeux ne voient qu'un seul corps, celui d'un homme qui, professionnellement, était exposé à pareille fin, et qui tout de même, à eu, étant en pouvoir, une attitude dont je reconnais justifiée l'impitoyable logique, mais qui avait sur la valeur de la vie humaine, le respect de la personne humaine des idées... qui tout de même... !

Les massacres provoqués par la guerre sont une chose. L'assassinat de Trotsky en est une autre. La guerre de 1914-1918 a coûté près de 15 millions de morts, et cependant les socialistes continuent chaque année à organiser des cérémonies commémoratives, en l'honneur du seul Jaurès. La presse de la Résistance a consacré presque autant de place aux ignobles assassinats de Victor Basch et de Georges Mandel, à la mort de Pierre Brossolette, qu'aux horreurs des camps de concentration.

L'assassinat de Trotsky est un fait typique, dont on n'a guère parlé, et la raison de notre existence est de dire ce que les autres ne disent pas. La personnalité de Trotsky appartient à l'Histoire — comme à la légende révolutionnaire. — Inutile de répéter que nous ne sommes pas trotskystes, parce que nous nous refusons à exclure les trotskystes du mouvement ouvrier et révolutionnaire, parce que nous demeurons fidèles à la Révolution russe de 1917, celle que Lénine et Trotsky ont personnifiée. L'assassinat de Trotsky marque une étape importante — peut-être l'étape finale — dans le processus de liquidation du vieux bolchevisme. Quant aux idées de Trotsky, sur la valeur de la vie humaine et le respect de la personne humaine, elles sont fonction de sa conception des nécessités révolutionnaires. C'est là un débat ouvert depuis longtemps et qui n'est pas clos.

Il reste une observation générale qui mérite de retenir l'attention. Il est vrai que notre sensibilité est défaillante devant les nombres astronomiques qui mesurent l'énormité des pertes de guerre. Raymond Lefebvre formulait déjà une opinion analogue en 1919. On réussira à l'émouvoir, selon sa tendance, en parlant d'un assassiné illustre (Jaurès, Trotsky, Basch, Brossolette). Et l'on comptera, sans frémissement, les 30.000 victimes du bombardement de Bochum, les 100.000 victimes du bombardement de Nagasaki, les 3.250.000 Juifs polonais exterminés dans les camps allemands, les millions de soldats russes et allemands tombés de la Vistule à la Sprée. Lorsque les hommes n'accepteront plus cette macabre arithmétique, lorsque la mort accidentelle d'un seul homme reprendra son caractère de tragédie individuelle, on aura fait un grand pas sur le chemin de la Paix.

Mais voici d'autres remarques :

Par ailleurs, pas dans l'article initial, mais dans les autres, on utilise plusieurs fois le mot « Résistance » comme on utiliserait celui de « Réaction » comme se rapportant à une force évidemment et indiscutablement opposée à la classe ouvrière. Ce serait à éviter parce qu'injuste et dépassant au moins la pensée de ceux qui ont écrit les articles.

Il ne serait évidemment pas équitable d'admettre

la confusion entre *Réaction* et *Résistance*. Mais il est indéniable qu'au nom de la *Résistance*, on a voulu maintenir un régime contraire aux libertés fondamentales, particulièrement la liberté de la presse et peut-être la liberté syndicale. Il est vrai que c'est aussi au nom de la patrie, du socialisme... et même de la démocratie... Dommage pour les résistants authentiques, qui ont combattu, sans arrière-pensée, pour la libération des peuples et pour une Révolution sociale.

Apparaît déjà comme prévu, sur ce sujet brûlant (*L'affaire d'Indochine*), une première difficulté. Pour ne pas céder un pouce de terrain au P. C., vous êtes obligés de ne voir que le vote de ses ministres, de leur dénier tout mérite dès lors qu'ils n'ont pas eu celui d'aller jusqu'au bout, comme s'ils n'avaient pas apporté au Viet Minh un appui décisif, rien qu'en révélant nos divisions. *L'affaire de Madagascar* semble annoncer que peut-être vous serez dans cette lutte, bientôt du même côté de la barricade.

...Au fond, et c'était à prévoir, plus que jamais dans la R. P. tout s'oriente par rapport à un anticommunisme initial. Naïf qui s'en étonnerait. Le dernier alinéa de l'article « Que faire d'utile » a ma totale approbation. Tu t'en doutais : informer, instruire... excellent programme !

Ces deux derniers extraits sont évidemment contradictoires. Cela prouve justement que ce n'est pas un anticommunisme initial qui oriente la R. P. Nous ne nous déterminons pas d'après l'attitude communiste. Cela nous obligerait à des exercices trop saccadés et trop fréquents... qui ne sont plus de notre âge. Et nous n'imitons pas ces militants syndicaux qui furent pacifistes, avant 1939, parce que les communistes étaient bellicistes — bellicistes, de 1939 à 1940, parce que les communistes s'orientaient selon le pacte Hitler-Staline — maréchaliers, parce que les communistes s'opposaient à Vichy. Nous sommes naturellement avec les ouvriers communistes, lorsqu'ils pensent en communistes (et non en stali-niens) et lorsqu'ils agissent en ouvriers. Ce n'est pas notre faute, si nous rencontrons la bureaucratie stalinienne, chaque fois que nous voulons entraîner le prolétariat dans la voie de l'émancipation réelle, selon des idées, des sentiments, des tendances, qui nous orientaient avant l'institution de cette bureaucratie. Ce n'est pas notre faute, si, lorsque les communistes paraissent soutenir les intérêts ouvriers, nous sommes obligés de les soupçonner d'obéir à des inspirations extérieures. — R. H.

La tuerie de Casablanca

Un ami qui réside à Casablanca, nous écrit le 14-4-47, huit jours après les événements tragiques relatés — assez incomplètement — dans la presse :

Voici donc une semaine depuis la tuerie de Casablanca. Les morts sont enterrés. A l'hôpital indigène le pavillon de « médecine » qui avait dû être évacué pour être rempli de « blessés » retrouve son affectation première. Les journaux — celui de la C. G. T. en tête, puisque c'est le plus important — parlent de tout autre chose. Personne n'est en prison. Il n'y a pas de responsable. Tout s'est fait tout seul. Telle semble être la thèse de tout le monde, du moins parmi les Européens. Les fusils, mitrailleurs sont sortis tout seuls de la caserne et ont tiré tout seuls pendant un après-midi et une nuit à travers plusieurs *derb* différents. (Les « *derb* » sont des agglomérations de masures, genre zone aggravée. Pour

Casablanca seul il y vit des centaines de milliers de musulmans.)

En l'absence de toute enquête officielle, syndicale ou autre on en est réduit à considérer les gros éléments du problème.

I. — Les troupes noires sont au Maroc pour « maintenir l'ordre ». En tuant du Marocain, en répandant la terreur parmi les Marocains, les Sénégalais ont accompli une fonction à laquelle ils étaient destinés.

II. — La thèse officielle est qu'ils l'ont accomplie sans ordres. On dit toujours ça dans des cas semblables.

Mais,

a) dans une caserne les armes ne sont pas à la disposition du premier venu, en sorte que tout loufting puisse en user selon son caprice ;

b) les types qui avaient quitté la caserne avec des armes et des munitions en extrême abondance, en admettant qu'ils fussent des mutins, le colonel aurait pu les faire arrêter par des hommes fidèles. Si tout le régiment noir était infidèle (!), le général commandant la place aurait pu envoyer des troupes blanches, notamment des blindés, pour ramener les types à leur caserne.

Or, les types ont tiré pendant un après-midi et une nuit, sans que nul ne les dérange.

Depuis le mardi matin, ils sont rentrés dans leur caserne, et il n'est même pas question de quatre jours de salle de police.

III. — Il faut tenir compte de l'atmosphère. Depuis des mois, et surtout semble-t-il, depuis un mois, les autorités, toutes, vivaient dans la hantise du « grand coup ». Quel grand coup ? Ça, on n'arrivait jamais à le comprendre. Enfin ça se ramenait toujours à une révolte générale des Marocains contre les Français, avec bel assortiment de massacres et mutilations, bien entendu. Il n'y a rien de tel que la hantise de massacres (même si elle est complètement infondée) pour provoquer des massacres effectifs.

Et il serait bien curieux que, de tous les fonctionnaires d'autorité, le colonel des Sénégalais ait été le seul à ne pas partager la crainte.

IV. — L'absence des autorités est également très remarquable. Un représentant du résident ou ce personnage en personne accourut pour un accident de chemin de fer. C'est l'habitude au Maroc et sans doute dans toutes les colonies. Eh bien là, il y a eu tuerie pendant des heures : aucune autorité ne s'est dérangée. Rabat a laissé toutes seules les autorités locales (chef de région : équivalent de préfet et chef des services municipaux, qui est le fonctionnaire faisant fonction de maire). Il fallait que la tuerie ait un caractère d'« incident » et « local ».

V. — Il n'y a pas, bien entendu, que les autorités françaises. Normalement le sultan eût dû envoyer un vizir, ou venir lui-même. Rien de tel : il a laissé le pacha de Casa se débrouiller tout seul. Lui il est parti à Tanger comme il en avait l'ordre, à l'heure où il avait l'ordre de le faire, pour prononcer toutes les paroles qu'il avait ordre de dire.

VI. — La conclusion ? Mais c'est ce qu'on est forcé de répéter depuis avant 40 : quos vult perdere, etc... Jupiter a réellement bien « démenté » nos fonctionnaires !

C'est très grave, parce qu'il ne faut pas avoir vécu bien longtemps pour s'apercevoir que tout se paye. Il n'y a rien de gratuit ! Il n'y a pas d'actes qui ne déroulent leurs conséquences ! Alors, après ce coup-là, moi aussi je me mets à croire au « grand coup ».

De Madagascar à l'Union française

Partagé entre le service des financiers et le léchage des pieds des staliniens, c'est ainsi que nous apparaît, depuis pas mal de temps, le parti socialiste.

Pour l'heure, sur le chapitre de Madagascar et sous l'égide de Moutet, c'est du service des financiers qu'il s'agit.

UNE CALOMNIE

Le Popu nous sert, à son tour, l'argument que le « Mouvement démocratique de Rénovation malgache » est réactionnaire, les Hovas étant des « aristocrates ».

C'est misérable d'imagination et nettement calomniateur d'intention.

Que les Hovas aient été, autrefois, la couche sociale et raciale fournissant les dirigeants, cela est un fait historique.

Mais que ce fait n'ait rien à voir avec le « Mouvement démocratique de Rénovation malgache », cela paraît évident à quiconque s'est une fois intéressé sans œillères aux mouvements de la grande Ile.

N'ayant aucun contact avec Madagascar depuis dix-sept ans, c'est par la presse que j'apprends l'existence d'un « M. D. R. M. », et je ne me permettrais pas de concevoir une opinion sur ses tendances si les noms cités à cette occasion (Ravoahangy, Ranaivo, Raseta, etc.) n'étaient précisément ceux de gens qui animaient le mouvement de l'Opinion, qui n'est pas inconnu aux lecteurs de la R. P. (Voir le « Panorama Malgache » que je publiai dans les numéros 101-102, 1930).

Ledit mouvement n'a rien à voir avec la race hova.

L'hebdomadaire l'Opinion avait été fondé, vers 1925, par l'instituteur Ralaimongo, lequel n'était pas hova, mais betsileo, — une des races les plus noires de l'île. (Je ne vois nulle part citer aujourd'hui le nom de Ralaimongo : il doit être mort.)

Pendant les multiples années que Ralaimongo passa en résidence forcée, aux îles Comores et ailleurs, la publication fut assurée principalement par Dussac, qui n'était pas hova non plus, puisqu'il était Français et fils de communard parisien. (A cette tâche accompagnée de multiples prisons et persécutions de toutes sortes, Dussac a laissé fortune, santé et finalement vie. Un dévouement comme sont bien incapables d'en concevoir les socialistes carriéristes ! (1))

Quand Ralaimongo et Dussac étaient en prison en même temps, le journal était fait par quelqu'un des hommes dont on nous cite aujourd'hui les noms. Pourquoi n'y aurait-il pas eu parmi eux des Hovas ?

(1) En 1936, après la victoire électorale des socialistes, Dussac se rendit à Paris. Il demanda à voir le ministre des Colonies, Moutet. Celui-ci finit par le faire introduire, effaré : « Hein ! ! Vous êtes l'agitateur Dussac ! ! ! »

En tout cas le but qu'ils poursuivaient n'avait rien à voir avec cette catégorie raciale.

Le but qu'ils poursuivaient peut se résumer d'un mot : *obtenir que les Malgaches ne soient pas traités comme des bêtes*. Obtenir, en particulier, l'interdiction du travail forcé. (Il paraît qu'ils viennent d'obtenir satisfaction... en 1946. Après vingt ans de persécutions et de prisons !) Obtenir la fin de cette condition de *sous-homme* qui était celle de l'indigène : obtenir des droits de citoyen.

Citoyen français ou citoyen indigène ?

Citoyen français ou citoyen malgache ?

Ça, ça n'a jamais été pour eux qu'une question tout à fait secondaire.

Ne pas être traités comme des bêtes, c'était l'important.

Si ce but pouvait être obtenu sous un régime français, vive la citoyenneté française ! Si la présence de la puissance colonialiste s'avérait incompatible avec cette réalisation, vive la citoyenneté malgache !

Il n'y a pas à s'étonner qu'il y ait eu, dans le temps, des variations sur ce point.

A la fondation du mouvement par Ralaimongo et ses amis, dans l'après-guerre (l'après-guerre de la « guerre du Droit »), la position était très nette : ils étaient pour l'émancipation dans le cadre français. Sauf le régime de l'indigénat qu'ils imputaient à une erreur locale, ils admettaient et aimaient la France. En somme, ils faisaient confiance à Paris pour corriger l'esclavagisme de Tananarive.

La confiance fut longue à s'user.

A travers d'incessantes persécutions, elle dura jusqu'en 29-30. A ce moment, après une nouvelle déception, les choses changent (2). L'espoir meurt d'obtenir quelque chose de la France capitaliste. Et l'Opinion, sous la direction de Dussac, se met à réclamer l'indépendance de Madagascar.

Cependant, sur ce point, les éléments indigènes du mouvement restent nettement plus réticents. Et, au fond, Dussac lui-même n'envisageait la séparation que de la France capita-

(2) La déception avait consisté en ceci : Le 19 mai 1929, Dussac, qui dirigeait alors l'Opinion, avait résolu de faire une conférence à ses lecteurs sur le sujet : « Madagascar, ses besoins, ses aspirations, ses revendications ». Mais la liberté de parole n'existait pas sous l'administration française de ce temps-là. Malgré que la conférence fût *privée*, que les auditeurs ne fussent admis que sur présentation d'une carte d'invitation, l'administration interdit l'entrée de la salle aux indigènes. « Si la réunion n'est pas pour tout le monde, elle ne sera pour personne ! », dirent les organisateurs. Et les auditeurs partirent en une *manifestation de rue*, chose encore plus inouïe, en ce temps-là, qu'une conférence !

Ce fut le *complot de Madagascar*, avec années de prison et grand tapage dans la presse.

Est-ce que, un quart de siècle écoulé, la conduite de l'administration française n'apparaît pas enfin sous le jour qu'elle avait réellement, c'est-à-dire effarante de bêtise ?

liste. D'où sa démarche de 1936 auprès d'un ministre socialiste.

Les variations sur le point de l'assimilation ou de l'indépendance sont donc certaines (1).

...Chose curieuse (quoique si naturelle !), c'est quand ils se sont mis à réclamer l'indépendance que les Malgaches ont commencé à obtenir des améliorations de leur sort dans le cadre français. (Alors que tant qu'ils avaient humblement demandé celles-ci, ils n'avaient obtenu que répression.) Ça a commencé en 1931 par de nombreuses naturalisations, pour finir, en 1946, par le droit d'être députés, — couverts constitutionnellement par l'immunité et, pratiquement, par les murs d'une prison.

Il est donc très sommaire de traiter de « nationalistes » Ravoahangy et consorts. L'empressement avec lequel ils ont accepté les mesures assimilatrices de 1946 (Voyez le contraste avec la conduite des Annamites !) montre que le fond de ce « Mouvement démocratique de Renovation malgache » est un désir de justice dans le cadre français.

Dans l'« Union française », comme on dit maintenant.

UNE FORMULE SOTTE OU HYPOCRITE

Et ceci pose la question de cette « Union française », trouvaille suprême de nos deux Constituantes.

Le moins qu'on en puisse dire est que c'est bête et inviable.

Si l'on tenait absolument, comme il semble, à « union » et à « France », il fallait une « Union des Républiques françaises ».

La formule « Union française » ne vaut rien : ni pour les colonies, ni pour la métropole.

Pour les territoires d'outre-mer, elle permet le séjour, sur chacun de ces territoires, de troupes qui n'en sont pas originaires. (Les Marocains de Casablanca n'ont pas lieu de se féliciter particulièrement des Sénégalais.)

D'autre part, on peut admettre que les gens d'un territoire d'outre-mer pourraient aimer désigner eux-mêmes leurs hauts fonctionnaires.

Pour la métropole, l'inconvénient du système est également manifeste.

Un principe est à la base — et à l'origine — de toute administration démocratique : que les impôts soient consentis par ceux qui auront à les payer, ou par les représentants de ceux-ci.

Il n'est pas bon que des gens d'outre-mer votent à Paris des impôts qui pèseront sur les métropolitains, mais non sur leurs propres mandants. (Puisque les territoires extra-métropolitains ont leur budget à eux.)

Pour l'instant, le système ne paraît pas très choquant dans la métropole, parce qu'on a triché avec l'esprit du suffrage universel en donnant à soixante millions de coloniaux une représentation très inférieure à celle de quarante millions de Français.

Mais la pratique démocratique du régime représentatif a ses exigences internes. Elle tend,

(1) Pendant ces années, un autre élément oscillait, lui aussi, entre les idées d'indépendance et d'assimilation. Ce sont les « mots d'ordre » de l'Internationale (sic) communiste. Mais ils variaient, en général, à l'inverse du mouvement des militants malgaches. En sorte qu'au moins sur ce point ceux-ci sont restés indépendants.

comme par un phénomène de pesanteur, à l'égalité de représentation.

Avant que celle-ci ne soit atteinte, les métropolitains crieront holà!

Obligée, sous peine de conséquence intolérable, de tricher avec son principe, l'« Union française » est inviable.

EGAL NE VEUT PAS DIRE LE MEME

Qu'y a-t-il donc d'erroné dans son principe? Eh bien, son principe part d'une idée juste (*l'égalité des hommes*) que l'on entend comme une idée fausse.

Les hommes sont égaux. Cela ne veut pas dire qu'ils sont LES MEMES!

Napoléon III, qui se voulait démocrate, a cru l'être beaucoup en proclamant : « les Algériens sont français ».

Pour juger de la proposition, il suffit de la retourner. Prenez un ouvrier parisien, Monatte par exemple : est-il un Touareg?

Il n'est pas bon que les ouvriers parisiens fassent la loi des Touaregs ; et l'inverse non plus.

Devant certaines coupures, la manie centralisatrice et unificatrice des Etats doit s'incliner et la démocratie bien entendue exige le pluralisme. (1)

PLURALITE DES COLLEGES, COMME DES REPUBLIQUES

J'entends l'objection :

— Mais, si vous érigez les ex-colonies en républiques se gouvernant elles-mêmes, les Français, y étant la minorité, seront mis à la porte et cela n'est pas bon!

— D'accord, cela n'est pas bon.

Les Français ne se sont pas établis dans les colonies sans injustices. Mais, généralement, ils ne peuvent pas non plus en être chassés sans injustices (2). Casablanca est une ville au Maroc. Mais c'est une ville des Français du Maroc et non pas une ville des Marocains du Maroc. A la kasba près, Alger n'est pas une ville indigène. Et nul ne peut faire qu'il en soit autrement.

Le danger que vous envisagez provient de ce que, encore une fois, sans discrimination, vous transportez aux colonies des conditions métropolitaines ; des conditions électorales, cette fois.

Le territoire métropolitain est un territoire tout particulier, en ce qu'il est le seul, de toute l'« Union » à être habité par une population ne comportant pas de castes. Partout ailleurs, vous avez des couches de population de solidarité étroitement limitée à elles-mêmes et qui ne se mélangent pas entre elles.

(1) Quel contraste entre la légèreté avec laquelle nos constituants de 1946 ont traité le suffrage universel et les grandes précautions qu'avaient prises avec lui les fondateurs de la III^e République ! Rappelez-vous : pas de droit de vote aux militaires (à cause du bonapartisme) ; pas de droit de vote aux femmes (à cause du cléricanisme). La démocratie est un enfant délicat. Théoriquement choquantes, ces précautions ont évité à la France de nouvelles aventures césariennes.

(2) Or, des injustices après des injustices ne font pas la justice.

En Afrique du Nord, par exemple, vous avez très nettement trois castes : les indigènes israélites (dits « juifs »), les indigènes musulmans (dits « arabes »), et les gens d'outre-mer : Espagnols, Italiens, Maltais, Français, que nous appelons « Européens » (1). Dans chacune de ces castes, il n'est pas difficile de trouver des gens qui, très simplement, souhaitent la mort de tous les membres des deux autres castes.

Transportera-t-on en ces territoires le système d'unicité du collège électoral, qui est bon en France ? Poser la question, c'est y répondre.

Bien sûr, il faut tendre à la disparition des castes. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en tenir compte.

Deux sottises sont à éviter : 1) Nier l'existence des castes ; 2) Les fortifier par des dispositions rigides.

Le système — d'inspiration socialiste — établi en Algérie est celui d'un double collège,

(1) Les indigènes les appellent soit « romains » (roumi), soit « nazaréens » (nsaré), — de Jésus de Nazareth.

Quand un indigène, dit d'Auriol le baladeur qu'il est un « nazaréen », cela vous paraît étrange. Mais c'est la même chose de dire, de Blum qu'il est juif.

mais avec souplesse pour l'admission au premier (collège « français »).

La question de la centralisation à Paris étant réservée, un temps viendra où l'on reconnaîtra que ce système était sage (1).

J. PERA.

(1) Comment les socialistes sont-ils arrivés là ? Ils ne pouvaient y arriver en partant d'aucun des deux fondements de leur doctrine, qui sont l'humanisme et la lutte des classes.

L'idée de l'antagonisme des classes et de son fondement économique, Marx l'a prise dans Ricardo, c'est-à-dire dans l'économie anglaise. L'histoire lui montrait, d'autre part, l'existence de luttes de classes à Rome, puis dans l'Occident européen, jusqu'à nos jours, — c'est-à-dire précisément dans des portions d'humanité ne comportant pas de castes. (Rome était, au contraire, très accueillante à tous les éléments raciaux et religieux). D'où la réduction par Marx, de « toute l'histoire de l'humanité » à celle de classes en lutte.

Bien sûr, on peut, par un détour, rattacher les castes à des spécialisations productives. Encore cela ne fait-il pas des classes à proprement parler. Et c'est généralement assez tiré par les cheveux.

Reconnaissons-le, le principe essentiel du socialisme, celui de l'opposition bourgeois-prolétaires, n'est pas directement fécond pour résoudre bien des problèmes coloniaux.

Pour arriver à l'idée d'un double collège, les socialistes ne sont donc pas partis de leur théorie, mais de la réalité qu'ils croyaient percevoir. Ils ont fait de l'empirisme. Et ce n'est pas si mal.

La liquidation du fédéralisme en U.R.S.S.

« Nous prophétisons à la Révolution slave la joie d'accomplir la plus grande chose de l'Histoire : la conciliation des races en fédération d'équité. »

Elisée Reclus (février 1905).

Ces paroles sont tracées sur l'excellente carte de l'U. R. S. S. éditée il y a de cela vingt ans, par la Librairie du Travail et que la R. P. diffusa de son mieux autrefois. Elles résument un des grands espoirs de la Révolution russe ; cet espoir continue à être exploité par le gouvernement russe, avec succès. En effet, l'homme n'aime pas avouer ses erreurs et maint esprit clair, qui finit par admettre l'évidence du caractère despotique de l'absolutisme de Staline, essaie encore de s'accrocher ne fût-ce qu'à un reste de justice qui subsisterait dans le prétendu fédéralisme de l'U. R. S. S. On invoque les ministères particuliers (les ci-devant « Commissariats du Peuple ! ») des diverses républiques fédérées ; et on s'extasie sur les textes en 189 langues dans lesquelles s'impriment les avis officiels des fonctionnaires de Staline.

Tous ces accessoires d'opérette ne peuvent plus camoufler la dure réalité : la tyrannie à cette propriété fatale de chercher à s'étendre à l'infini. Enlever les fabriques aux comités d'usine et supprimer le droit de penser, de parler, d'écrire librement sont, comme l'a montré l'expérience russe, des actes fatalement conjugués dus à la nature intime du despotisme.

Dans cette voie, il ne peut qu'y progresser, de même qu'il ne peut tolérer l'évasion du poète dans « l'art pour l'art » d'une Akhmatova, de même il doit finir par mettre au pas, sous le fanion rouge de surface réglementaire et aux emblèmes de dimensions prévues, la complexe mentalité asiatique des Yakoutes, des Kalmouks cherchant à s'échapper dans leur monde mystérieux de rites et de coutumes. La tondeuse du Numéro 1, maître absolu de la Russie, rase aussi bien les particularismes orientaux que les « préjugés petits bourgeois » de liberté individuelle et de correction, héritage d'Occident, qui la heurtent chez les Lettons ou les Estes récemment avalés.

Les rares hommes qui trouvent encore le temps de réfléchir en France ont bien dû accorder quel-

ques minutes d'attention aux « liquidations » de certaines républiques autonomes en U. R. S. S. Voici à leur intention quelques données sur « l'art d'étrangler les peuples. »

CHEZ LES KALMOUKS

Un socialiste kalmouk a admirablement expliqué la tragédie qui s'est déroulée dans ses steppes. (Voir le « Courrier Socialiste » du 23 octobre 1946, organe social-démocrate russe paraissant à New-York, rédigé par Abramovitch et Nikolaïevski, socialistes russes, amis de Léon Blum. Le « Populaire » ne reproduit jamais les informations de ce journal socialiste.)

Après avoir évoqué la période de la guerre civile et de la Nep, le Kalmouk socialiste en arrive à la confiscation des terres par l'Etat patron :

Mais vint l'époque des kolkhozes. Les Kalmouks n'admettaient pas ceux-ci. De nombreux milliers d'entre eux furent déportés et toute leur économie fut insérée de force dans les kolkhozes. Les Kalmouks perdirent de nouveau tous leurs biens et devinrent les gardiens d'un bétail qui cessa d'être leur propriété ; toutes les emblavures furent possédées par les kolkhozes. Le domaine moral de l'existence fut définitivement empoisonné par les agents du Guépéou et par l'exploitation des côtés les plus vils de l'âme humaine.

Après cela continuera-t-on à ne pas comprendre que notre petit peuple ne pouvait pas aimer la République Soviétique, son régime, ses kolkhozes et cherchait la première occasion de lui manifester cette inimitié ? Et néanmoins il faut souligner que seule une part infime des Kalmouks suivit les Allemands ou plus exactement fut forcée de les suivre, comme l'ont fait des milliers de gens en Russie. Vous souvenez-vous de ce que dit Herzen dans son ouvrage « Sur l'autre rive » ? Eh bien, mes compagnons de tribu eux aussi s'en allaient sur « l'autre rive » parce qu'ils n'avaient aucune possibilité de subsister en Union Soviétique. Comme nous tous qui n'avons jamais cessé d'aimer notre terre, notre pays natal mais qui ne pouvions admettre l'étatisme soviétique et sa morale.

Mais tout de même combien de Kalmouks ont donc quitté l'Union Soviétique ? Toute la population de la République kalmouk en 1940 ne dépassait pas 200.000 habitants. 82,6% d'entre eux, c'est-à-dire environ 165.000 hommes, étaient de vrais Kalmouks. Or d'après un témoin oculaire qui est venu lui-même du fond des steppes d'As-trakhan, au début le premier convoi groupait environ 1.500 Kalmouks des deux sexes et de toutes conditions sociales. En cours de route d'autres se joignirent à eux. Quand ce groupe arriva à Boudié-novsk, cet effectif avait atteint 3.000 personnes. Plus loin, à partir de l'arrondissement de Tagan-rog, ils furent rejoints par des Kalmouks évadés de la captivité allemande ou qui venaient simplement des camps de prisonniers et à qui on avait laissé choisir : se joindre aux émigrants ou être fusillés par les Allemands. C'est ainsi que, tandis que leur nombre croissait, les Kalmouks s'en al-

laient toujours plus loin vers l'Occident. Aussi quand ils arrivèrent en Pologne ce groupe comptait 5.000 hommes ; ce fut leur maximum.

Les Allemands groupèrent en unités militaires ceux d'entre eux qui connaissaient le métier des armes et en général essayaient de les utiliser de toutes façons. Mais bien peu de Kalmouks avaient envie de combattre à côté des Allemands. En Pologne il y eut des cas où par escadrons entiers les Kalmouks passaient du côté de l'Armée Rouge. Mais celle-là les fusillait aussi par escadrons tout entiers... La situation était sans issue.

Sur le chemin de la Pologne, par endroits, des Kalmouks furent encerclés par les Soviétiques. Il y eut beaucoup de tués, d'écrasés par les tanks. Les rescapés continuaient à fuir en groupes désordonnés. En fin de compte les unités militaires kalmouks furent encerclées et se rendirent à l'Armée Rouge... Leur châtiment fut cruel ! Seuls de petits détachements (avec de petits groupes de civils purent s'échapper et continuèrent à progresser vers l'Occident cherchant à rencontrer les Américains. Il y avait parmi eux beaucoup de vieux émigrés que les Allemands avaient emmenés avec le Service du Travail obligatoire et qui plus tard avaient rejoint leurs compagnons de tribu.

La rencontre avec les Américains leur apporta une nouvelle et amère épreuve. Les Américains ne voulaient pas entrer en pourparlers avec des foules d'inconnus parmi lesquels d'ailleurs souvent il ne se rencontrait personne qui connût une autre langue que le kalmouk. A quoi bon se donner la peine de trier, il était plus simple de tout renvoyer aux Soviétiques. Les Kalmouks, comme beaucoup d'autres fugitifs, refusèrent d'obéir à cet ordre. Alors on fit avancer les tanks contre ces foules, on les fusilla... Des familles entières se précipitaient dans les fleuves. Ceux qui pouvaient s'enfuyaient dans les bois et les monts, où beaucoup moururent de froid et de faim, disparurent dans les précipices, gelèrent... Rares furent ceux qui s'infiltrèrent jusqu'en Bavière où de petits groupes et des individus isolés trouvèrent un asile.

Ainsi les 5.000 Kalmouks (et c'est là un nombre maximum) qui quittèrent leur contrée natale se dirigeant vers l'Occident, pensant y trouver leur salut, ont presque tous déjà péri. Mais ceux-là ne constituaient que 2 à 3 % de ce peuple. Or les autres Kalmouks au cours de la guerre ont accompli leurs obligations au même titre que les autres peuples de Russie. Beaucoup d'entre eux ont servi et servent encore dans les rangs de l'Armée Rouge. Beaucoup sont décorés... Pourquoi donc eux aussi doivent souffrir ? Pourquoi tout notre peuple est-il châté, banni des steppes où il a vécu tant de siècles et éparpillé dans les immensités de la Sibérie ?

Déjà avant la Révolution, l'existence n'était pas aisée pour le peuple kalmouk. Il était distribué entre plusieurs provinces mais il constituait néanmoins un groupe national assez compact qui avait sa langue, sa religion, son alphabet, sa culture nationale. Nous gardions alors notre personnalité ethnographique et nous avançons toujours, avec plus de certitude et d'audace sur la voie du pro-

grès économique, culturel et politique. Les établissements d'enseignement secondaire et supérieur voyaient surgir de plus en plus souvent des Kalmouks dans leurs classes et auditoires. Des intellectuels se formaient pour travailler au bien du peuple... A présent notre peuple a perdu son existence en tant que nation. Ce que le gouvernement tsariste n'avait pas fait durant les siècles de son existence, le gouvernement soviétique qui se présente comme étant socialiste l'a fait. Mais les vrais socialistes connaissent la véritable valeur de pareil « gouvernement socialiste » et sauront l'expliquer au peuple.

Pauvre Kalmouk socialiste ! Décidément l'homme ne peut vivre sans se nourrir d'illusions. Où trouver ces vrais « socialistes ? » Les chefs de la S. F. I. O. se moqueront de cette odyssee kalmoukienne ; il n'y a pas là d'électeurs à gagner et il y a des plumes à perdre dans une bagarre avec le parti communiste qu'il faut bien malgré tout ménager. Quant aux ouvriers socialistes, ils ont d'autres préoccupations. Pensez donc : des Kalmouks ! C'est si loin, cela a les yeux bridés et les pommettes écartées, c'est sale et cela ne parle pas français !

CHEZ LES LETTONS

Eh bien soit ! Mais par cette chronique du jeu de massacre des peuples nous aurons au moins averti les ouvriers français du destin qui les attend très prochainement par suite de leur indulgence devant la marée stalinienne !

Ils disent : « Oh ! ici le communisme aura une tout autre allure qu'en U. R. S. S. ! » Alors voyons ensemble comment le régime stalinien écrase un peuple imprégné pendant des siècles de la culture occidentale comme les Lettons. La parole est à Bruno Kalmine, militant du parti social-démocrate letton, très connu dans les milieux dirigeants socialistes. Il apporte le témoignage d'un camarade qui vient de quitter les pays baltes (Courrier Socialiste du 23-11-46) :

La situation économique en Esthonie, Lettonie et Lithuanie ainsi que le niveau de vie du peuple au cours des années de la seconde occupation russe (1944-1946) ont considérablement empiré. Les prix du marché libre sont très élevés : 50 roubles le kilo de pain blanc ; 100 roubles le kilo de sucre ; 300 roubles le kilo de beurre ; 3.000 roubles pour un costume ; 3.500 roubles pour une paire de bottes ; par contre la majorité des ouvriers gagnent 300 roubles par mois et les employés environ 400 roubles. Ces prix sont simplement hors de portée pour la plus grande partie de la population. Or comme il est impossible d'exister avec le peu de choses vendues à bas prix comme vivres rationnés (principalement du pain noir et des pommes de terre), les gens vivent surtout en vendant les objets domestiques qui subsistent du temps de l'Indépendance. L'occupation russe a amené la majorité de la population des pays baltes à la misère.

Par contre, le niveau de vie des hauts fonctionnaires, des dirigeants du parti communiste et du M. V. D. (ci-devant N. K. V. D., ci-devant Guépéou)

est au contraire bien plus élevé que celui des hauts fonctionnaires durant les années de l'Indépendance (1918-1940). Un ministre des pays baltes touche un énorme traitement de plusieurs milliers de roubles. Avec cela il peut acheter des marchandises dans des magasins spéciaux dont les prix sont habituellement réduits ; il jouit d'un appartement gratuit et d'une villa au mobilier complet.

La situation politique des pays baltes peut être définie en quelques mots : dictature totale et régime policier cruel. Depuis deux ans déjà on arrête systématiquement tous ceux qui sont suspects au point de vue politique, ceux qui sont susceptibles de ne pas sympathiser avec l'occupation soviétique. Habituellement on arrête la famille tout entière qu'on déporte dans les régions septentrionales de la Sibérie. Chaque mois part un grand convoi des prisons de Riga, Leipai (Libau), Tallin, Kaunas et Vilno. Les habitants baltes ayant participé à des mouvements de résistance sont condamnés à des années de bagne (jusqu'à 25 ans) par les tribunaux du N. K. V. D. Il suffit de détenir un tract pour récolter dix à douze ans de bagne. Les partisans sont fusillés ou pendus, leurs parents sont déportés ; leurs fermes incendiées. Beaucoup de détenus sont assommés dans les prisons du N. K. V. D. ; à Riga cela se fait dans les fameuses caves de l'ancienne prison de la Gestapo. La direction de ces répressions est concentrée entre les mains des ministres de l'Intérieur (N. K. V. D.) : en Lithuanie, Bartachounas ; en Lettonie, Novik ; en Esthonie, Koumma. Le nombre des déportés au cours de ces dernières deux années, c'est-à-dire depuis la seconde occupation russe, s'élève pour la Lettonie à 150.000 hommes, pour la Lithuanie à 90.000 hommes et pour l'Esthonie à 50.000 hommes. Parmi les détenus il y a beaucoup de membres du mouvement démocratique de la Résistance anti-allemande (1941-1944). Beaucoup d'internés autrefois dans les camps allemands sont de nouveau dans des camps, parfois dans les mêmes qu'auparavant. Il y a parmi eux de nombreux socialistes et militants syndicaux.

Ainsi voilà deux exemples de ce que deviennent les peuples avalés par l'impérialisme russe ; cela précisé à l'intention des camarades français qui peuvent voir clairement vers quel abîme ils sont entraînés.

Cet avertissement ne servira probablement pas à grand-chose ; il faudrait renoncer à beaucoup de chères habitudes de confort pour tenter de réagir. Un pareil renoncement est inconcevable étant donné la mentalité actuelle du prolétariat (ne parlons pas des autres classes ; il y a longtemps qu'elles n'offrent plus d'espoir).

Mais il faut continuer à émettre les signaux d'alarme ; l'Histoire n'est pas finie ; tôt ou tard, dans dix ans ou dans mille, l'humanité utilisera notre expérience ; et c'est pour cela qu'il ne faut pas cesser de lancer nos bouteilles à la mer. Notre seul grand privilège est de pouvoir rester lucides ; jouissons-en jusqu'au bout.

UN RUSSE HERETIQUE.

Ils ont gardé le fanion

Une victoire de plus, à l'actif des maîtres de la C. G. T. Ils avaient déjà conquis l'année dernière le bureau du syndicat de l'Enseignement de la Région parisienne, par des manœuvres d'enveloppement. Ils ont, cette fois, repoussé un assaut direct et assis leur position, sur une confortable majorité de congrès.

L'affaire mérite quelques éclaircissements.

La Fédération de l'Enseignement n'est pas constituée par de véritables syndicats d'industrie, groupant tous les enseignants syndiqués. Ceux-ci sont organisés verticalement en syndicats nationaux par catégories et horizontalement par syndicats départementaux.

Dans la Région parisienne, l'importance numérique du syndicat régional (Seine et Seine-et-Oise) et l'acuité des « particularismes » ont imposé une organisation assez complexe, qu'il a fallu improviser, lors de la reconstitution de l'unité syndicale, en 1935.

Il n'y a pas d'assemblée générale. L'orientation du syndicat est déterminée par un congrès constitué par les représentants des sous-sections locales d'instituteurs et des sous-sections d'établissements pour toutes les autres catégories universitaires. Le conseil syndical comprend 25 membres élus par le congrès (à la représentation proportionnelle) et 25 membres élus par les sections départementales ou régionales des syndicats nationaux.

Les communistes de stricte obéissance avaient été battus, au congrès de l'an dernier. Mais ils s'étaient assurés une telle place dans la représentation des catégories, qu'ils avaient réussi, quoique minorité, à imposer un bureau de leur tendance.

À la veille du congrès, la majorité réelle avait repris l'avantage au conseil syndical et repoussé le rapport moral du bureau. Celui-ci fit donner « la garde »... Et d'éminents professeurs descendirent dans les sous-sections d'instituteurs pour opposer leur savante rhétorique à l'entêtement bourru des primaires toujours indociles. Mais les parents pauvres n'aiment guère qu'on s'introduise chez eux, sans les prévenir. Et le résultat ne fut pas fameux.

On fut plus heureux avec les agents de lycée, avec l'Enseignement technique, avec l'Enseignement supérieur — où l'on vota avec une unanimité, qui couvre une opposition silencieuse.

Mais le résultat fut acquis. Il suffisait de pêcher des mandats pour garder le fanion et se présenter, en vainqueurs, au congrès de la Fédération qui se réunit en ce moment. Par 219 voix contre 133, sur le rapport moral, par 277 voix contre 190 sur l'orientation, le bureau communiste a repoussé l'assaut et affermi sa position.

L'affaire paraît sérieuse. Mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Il suffit de lire le bulletin officiel de la Fédération de l'Enseignement pour s'apercevoir que celle-ci demeure essentiellement un organisme de coordination des différentes catégories universitaires, un « pont jeté sur des égoïsmes corporatifs ».

Rôle fort utile, sans doute, mais qui ne suffit pas pour réaliser une unité profonde, à la base, dans la revendication, les aspirations et l'action. Les syndicats départementaux et régionaux sont naturellement qualifiés pour préparer ce

« mouvement collectif », cette vie en commun, auxquels participeront tous les universitaires. Ce ne sont pas des « partisans » plus ou moins souples, ces gens pour qui l'unité n'est possible que par l'acceptation de leurs formules, qui seront capables d'une telle mission. Ce qui importe pour eux, c'est le fanion, la banderole, le défilé spectaculaire, les images pour « actualités cinématographiques ».

Nous demeurons persuadés que l'on ne peut pas brûler les étapes, et que la transformation immédiate de la Fédération de l'Enseignement, sur la base des « syndicats d'industrie » uniques, par région ou département, la suppression des syndicats nationaux aboutirait à des conséquences plus redoutables encore que la réorganisation de la Fédération Postale qui a permis sa colonisation rapide. Mais, si l'on ne brûle pas les étapes, encore faut-il ne pas stationner définitivement à l'une d'entre elles. Nécessaire en 1935, l'organisation actuelle du syndicat de la Région parisienne ne peut être considérée comme le terme d'une évolution. S'il est impossible de réunir tous les universitaires parisiens en une seule assemblée régionale, on peut le réaliser localement. C'est-à-dire que l'on doit supprimer les sous-sections d'établissement et inviter les gens de toutes catégories à se grouper avec les instituteurs, par arrondissement ou commune. Même si quelques savants — accomplis ou futurs — souffrent de poser leur croupe « technocratique » sur un modeste banc d'école communale... !

La question cependant est plus haute. Ce n'est pas par des manœuvres de congrès, par des « ordres du jour » sur l'action directe, par la diffusion d'une doctrine intransigente que l'on réussira à créer une véritable Fédération de l'Enseignement. Deux idées essentielles inspireront et uniront tous les syndicalistes, quelle que soit leur tendance propre.

C'est d'abord que le syndicalisme universitaire ne peut être que le prolongement du syndicalisme des instituteurs. Tant pis, si nous froissons quelques susceptibilités. Qu'il s'agisse d'action corporative, d'orientation sociale, de Réforme de l'Enseignement, le centre autour duquel on se groupe, d'où part le mouvement, d'où rayonnent les inspirations, c'est l'école qui s'ouvre directement aux émanations du terroir et de l'usine.

C'est aussi que l'Enseignement ne peut être classé parmi les administrations d'Etat — qu'il demeure un Service public, que son effort doit échapper aux nécessités actuelles, afin de former des hommes et des femmes qui dépasseront la génération présente. Un éducateur, quels que soient son rang et ses titres, n'a pas accompli sa mission, s'il ne sent pas les promotions qu'il quitte, animées par une salutaire inquiétude.

Nous aimons à répéter, autrefois, une formule lancée, au début du siècle, par Paul Lapie, alors directeur de l'Enseignement primaire. S'adressant à des élèves-officiers, dans une conférence, il leur disait, en substance :

Nos tâches s'opposent. Vous vous préparez à mener des hommes. Nous voulons apprendre aux hommes à ne pas se laisser mener !

Roger HAGNAUER.

LA BATAILLE DES SALAIRES EST ENGAGÉE

II. La grève "mystérieuse"

PATRONS PAS MORTS (Suite)

de la presse
parisienne

Nous avons vu que le ministre de l'Information n'ayant pu garantir le papier pour le septième jour, la Commission technique de la Presse avait proposé à la délégation ouvrière de paraitre sur six jours avec 12 % seulement d'augmentation au lieu de 17. Les patrons auraient voulu une augmentation de la production en conséquence, mais devant l'hostilité ouvrière ils n'avaient pas insisté. Les clichés seuls, acceptaient l'aménagement sur six jours.

Nous savons que le 5 mars, par 2.567 voix contre 1.429 les canardiens refusèrent les 12 % sans aménagement.

Ce vote impressionna les patrons qui avaient pensé jusqu'ici que la délégation ouvrière ne traduisait que son propre sentiment. Les pourparlers reprirent et finalement le protocole d'accord, ci-après, était signé le 8 mars.

Voici ce protocole :

La reprise du travail aura lieu sur la base générale d'une répartition des effectifs sur sept jours. En contrepartie, une prime d'accroissement de production forfaitaire de 17% de la rémunération actuelle sera versée aux diverses catégories du personnel employé à la fabrication des journaux parisiens.

Les soussignés reconnaissent d'un commun accord que les conventions complétées par le protocole du 24 Juin 1946 restent en vigueur.

Pour chaque catégorie ouvrière, une commission paritaire permanente composée de trois représentants des employeurs et de trois représentants ouvriers est constituée. Elle aura tous pouvoirs d'arbitrage.

Devant elle seront portés tous les litiges qui pourront se produire entre les directions de journaux et d'imprimeries et leurs ouvriers. Dans le cas où un litige aurait des répercussions sur l'ensemble des catégories ouvrières, la Commission technique plénière aura pouvoir de le trancher.

Les représentants ouvriers s'engagent par le présent protocole à ne pas reconnaître tout mouvement total ou partiel, tout ralentissement du travail qui se produirait dans une maison avant recours devant la Commission paritaire habilitée.

Les parties contractantes sont d'accord pour reconnaître qu'aucun avantage extraconventionnel ne doit être accordé sans une contrepartie en travail : en conséquence, dans un délai d'un mois à dater de la signature du présent accord tous les avantages extraconventionnels accordés par les directions de journaux ou d'imprimeries à l'une ou l'autre des catégories ouvrières devront être soumis à la Commission paritaire compétente avec justification à l'appui. En cas de litige, la Commission paritaire tranchera.

DISPOSITIONS SPECIALES AU SERVICE DE COMPOSITION

Les typographes, linotypistes, correcteurs, mécaniciens, s'engagent à la signature du présent protocole à diminuer de 10% l'effectif de leurs équipes employées à la composition des journaux quotidiens.

En ce qui concerne les hebdomadaires, la production est portée à 4.500 lettres sur tout manuscrit, les arrêts de machines n'excédant pas 10 minutes étant rattrapés en surproduction.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA SECTION CLICHERIE

Les clichés acceptent que le nombre d'hommes pour ateliers séparés (1) qui était de 2 soit réduit à 1.

Cette réduction n'est pas applicable dans les entreprises dont l'atelier de prises d'empreintes n'est pas situé dans le même immeuble que la clicherie (fondeuses).

Dans les imprimeries il ne pourra y avoir qu'un chef par service en dehors de chaque équipe.

Les équipes des journaux de base sont constituées et rétribuées selon le tableau n° 1 et les clauses de la convention de 1937.

DISPOSITIONS SPECIALES
A LA SECTION ROTATIVISTES

Les soussignés sont d'accord à l'occasion de la signature du présent protocole pour procéder à un reclassement des ouvriers de la section rotativistes.

Le salaire des sangleurs et chariotiers est relevé de 8% et le salaire des autres hommes des équipes de 5%.

Les représentants de la section rotativistes acceptent à la signature du présent protocole, d'examiner les possibilités de suppression de postes là où les conventions ne les exigent pas formellement et où ils peuvent constituer une charge trop lourde pour les journaux.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA SECTION
DEPARTS POSTES

Le salaire des ouvrières de nuit est relevé de 5 frs. par heure à la signature du présent protocole.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA
SECTION MESSAGERIES

Les employeurs et les ouvriers de cette section rechercheront en commun des aménagements qui justifieraient éventuellement une rémunération compensatrice dans le cadre d'un accord particulier.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA
SECTION PHOTOGRAVEURS

Les photographeurs acceptent de réduire les équipes de 10% pour servir de base à l'équipe du 7ème jour de parution. Si cette réduction s'avère impraticable ou insuffisante les deux parties sont d'accord pour que les heures supplémentaires du dimanche ne soient majorées que de 33% au lieu des 33,50 et 100% conventionnels.

Ils acceptent également d'effectuer le dimanche les travaux de labour presse jusqu'à la trame 85 incluse, et d'augmenter la production en fonction de l'augmentation accordée.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX
ELECTRICIENS, MECANICIENS

Les ouvriers s'engagent à effectuer le travail du 7ème jour sans augmentation d'effectifs.

*.

Les sections photographes de presse, dessinateurs retoucheurs, manœuvres d'imprimerie sont comprises dans le présent protocole.

Aucun paiement ne sera effectué par les employeurs pour les journées d'arrêt de travail.

L'accord ne s'est pas fait sans mal. Le jour même de nos assemblées syndicales, à 8 heures du soir, les patrons refusaient les 17%. On enregistre la démission de Bellanger, président du syndicat de la presse parisienne. Le jeudi 6, les pourparlers sont rompus. Le vendredi 7, la S.N.E.P. convoque la délégation ouvrière pour cinq heures du soir. Une nouvelle commission technique patronale, habilitée pour prendre toute décision valable, accorde enfin les 17% et signe le protocole sous réserve d'acceptation par le gouvernement naturellement !

REFUS DU GOUVERNEMENT A TOUT ACCORD

Samedi 8 mars. — La délégation ouvrière est reçue par Ramadier, Croizat et Bourdan. Ça accroche avec les rotos pour le reclassement de leurs catégories, mais ça va pour la composition.

Dimanche. — Ça ne va plus avec la composition. 4.900 lettres à l'heure au lieu de 4.500 sont demandées au lino du labeur presse.

Lundi-mardi. — Les conversations avec le gouvernement et la Commission technique de la presse ne donnent aucun résultat.

Mercredi 12. — Le gouvernement refuse tout. Nous sommes informés qu'il a l'intention de faire sortir un journal à l'imprimerie Châteaudun, contenant les éditoriaux de tous les quotidiens parisiens, Branle-bas de combat. Toutes les dispositions sont prises pour faire échec au projet gouvernemental. Intimidation ? Une menace rendue publique perd beaucoup de sa vertu. Les coups fourrés craignent la publicité. A moins que ce ne soit de la comédie, tout simplement.

Dans la soirée, la S.N.E.P. informe que Pierre Bloch, son directeur, est désigné par le gouvernement pour lui présenter un texte. On demande aux secrétaires des sections ouvrières d'aller, dès le lendemain, faire des suggestions à l'arbitre gouvernemental.

Il en sort le texte que voici :

La reprise du travail aura lieu :

- 1° — Sur la base générale des conventions et additifs de 1935-37 ou 38, selon les catégories, modifiés par les accords signés postérieurement au 19 Août 1944, là où ces accords ne sont pas en contradiction avec les textes du protocole suivant.
- 2° — Avec les salaires de base figurant au protocole du 24 Juin 1946 qui restent en vigueur, de même que les primes conventionnelles. La prime de production, déterminée plus loin, sera payée à part sur le bordereau de paye.
- 3° — Sur la base générale de répartition des effectifs sur sept jours.

Pour chaque catégorie ouvrière, une Commission paritaire permanente, composée de trois représentants des employeurs et de trois représentants des ouvriers, est instituée. Elle aura tous pouvoirs d'arbitrage, sous réserve de l'unanimité de ses membres, et de l'homologation des ministères intéressés, s'il y a lieu.

DISPOSITIONS SPECIALES AU SERVICE DE COMPOSITION

Les typographes, linotypistes, mécaniciens-linotypistes s'engagent, à la signature du présent protocole, à diminuer de 10% l'effectif de leurs équipes employées à la composition des journaux quotidiens.

La durée des services de jour et de nuit est fixée de la façon suivante :

- 1° — Pour le cas d'une seule édition, si le travail est exécuté à raison de six services par semaine, la durée de chacun de ces services sera de 6 heures de travail effectif avec brisure d'une 1/2 heure.
- 2° — Si le travail est exécuté à raison de cinq services par semaine, la durée de chacun de ces services sera de 7 heures avec brisure d'une 1/2 heure.

Les équipes ou parties d'équipe de composition de journaux commençant leur service entre 7 heures du matin et 19 heures sont payées au tarif du service de jour. Les équipes ou parties d'équipe commençant leur service entre 19 heures et 7 heures du matin sont payées au tarif du service de nuit. Les heures supplémentaires sont payées sur la base du service à la suite duquel elles viennent.

Les heures de prise de l'équipe peuvent être décalées suivant les besoins du travail et, en particulier, dans les journaux à éditions multiples. L'heure de

prise de chaque partie de l'équipe est fixée par la Direction de l'imprimerie.

Le service commence à courir pour chaque partie de l'équipe dès son heure de prise particulière. Il ne pourra y avoir que deux prises avec deux heures de décalage seulement.

Pour les équipes de quotidiens à éditions multiples, la durée du service sera de 5 heures sans brisure.

En ce qui concerne les hebdomadaires, la production horaire est portée à 4.900 lettres, soit 29.400 lettres p service.

Aucun manuscrit, même défectueux, ne donnera lieu à une surcharge. Les arrêts de machines n'excédant pas 10 minutes seront rattrapés en surproduction.

Les travaux qui ne pourraient être considérés comme composition courante (petites capitales, chiffres, matrices étrangères au magasin, alignements) continueront à être exécutés en conscience.

MECANICIENS-LINOTYPISTES DE CONDUITE

L'annexe technique concernant les mécaniciens-linotypistes de conduite est modifiée ainsi qu'il suit :
1 mécanicien de 1 à 9 machines au lieu de 1 à 8.

A partir de la 10ème machine jusqu'à la 14ème incluse, il sera accordé un neuvième du service par machine supplémentaire.

De la 15ème à la 18ème machine incluse, deux mécaniciens et ainsi de suite.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX CORRECTEURS

Les correcteurs s'engagent à effectuer le travail du 7ème jour sans augmentation d'effectifs.

Pour les hebdo, les correcteurs assureront la lecture en première de la production de quatre opérateurs.

MANŒUVRES COMPOSITION

Les manœuvres de composition et nettoyeurs s'engagent à effectuer le travail du 7ème jour sans augmentation d'effectifs.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA SECTION CLICHERIE

Les clicheurs acceptent que le nombre d'hommes pour ateliers séparés, qui était de 2, au maximum, soit réduit à 1.

Cette réduction n'est pas applicable dans les entreprises dont l'atelier de prise d'empreintes n'est pas situé dans le même immeuble que la clicherie (fondeuses).

Dans les imprimeries, il ne pourra y avoir qu'un chef par service en dehors de chaque équipe.

La base 6 pages est maintenue, en ce qui concerne les quotidiens et les hebdomadaires. Le retour aux bases de la Convention de 1937 sera examiné lors des discussions des prochaines conventions collectives.

DISPOSITIONS SPECIALES A LA SECTION ROTATIVISTES

Les représentants de la section rotativistes rappellent qu'ils n'ont pas augmenté l'effectif des équipes conventionnelles, mais acceptent, à la signature du présent protocole, la suppression d'un sangleur pour 2 sorties, 4 pages, dans les maisons utilisant des machines où les sorties sont superposées ou côte à côte, et accessibles simultanément.

La production conventionnelle de base est de 45.000 exemplaires, mais pourra être portée à 50.000 exemplaires par sortie, avec octroi d'un demi-dépassement quel que soit le chiffre de tirage.

Au delà de 50.000, les journaux sont autorisés à tirer :

- 55.000 ex. moyennant 1 dépassement pour 1 s.
- 110.000 ex. » 2 » » 2 s.
- 185.000 ex. » 3 » » 3 s.
- 220.000 ex. » 4 » » 4 s.

Cette dernière clause n'est valable que pour, les journaux dont le tirage ne dépasse pas 220.000.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX ELECTRICIENS-MECANICIENS

Les ouvriers s'engagent à effectuer le travail du 7ème jour sans augmentation d'effectifs.

BOBINIERS-ROULEURS

Les ouvriers s'engagent à effectuer le travail du 7ème jour sans augmentation d'effectifs.

LABEUR DANS LES IMPRIMERIES SPECIALISTES DE PRESSE (Machines plates)

Le personnel accepte d'augmenter de 40 minutes par jour la durée du service (semaine en 6 jours), en compensation de la prime de surproduction.

DEPART-POSTE

Les ouvriers et ouvrières du Département travaillent d'une manière anormale et effectuent suivant les besoins du service des journaux des journées ou très courtes (2 heures), ou très longues (12 heures).

Ils acceptent de voir leurs heures supplémentaires majorées de 33% de la 41ème à la 48ème heure, alors que précédemment elles étaient majorées :

— les deux premières à 33%, les deux suivantes à 50% et au-dessus à 100%.

DESSINATEURS, RETOUCHEURS ET PHOTOGRAPHES DE PRESSE

Les dessinateurs et retoucheurs acceptent d'assurer le travail du 7ème jour sans augmentation de l'effectif.

PHOTOGRAVEURS

Les photograpeurs acceptent de réduire les équipes de 10% pour servir de base à l'équipe du 7ème jour de parution. Si cette réduction s'avère impraticable ou insuffisante, les deux parties sont d'accord pour que les heures supplémentaires du dimanche ne soient majorées que de 33%, au lieu de 35, 50 et 100% conventionnels.

Ils acceptent également d'effectuer le dimanche les travaux de labeur presse, jusqu'à la trame 85 incluse et d'augmenter la production en fonction de la prime de rendement accordée.

Aucun paiement ne sera effectué par les employeurs pour les journées d'arrêt de travail.

Vendredi 14. — Ce texte, qui est pourtant une aggravation du premier protocole particulièrement pour les linos, a été accepté par les délégués et metteurs de la Chambre typographique, ainsi que par les autres sections en grève.

On ne sait même pas quel sera le pourcentage « d'augmentation » des salaires !

Pour le moment le texte est entre les mains de R. Schuman, ministre des Finances, qui veut savoir, paraît-il l'incidence de l'augmentation sur les dépenses de la S.N.E.P.

Samedi 15. — Le gouvernement repousse le protocole proposé par Pierre Bloch.

Le Comité de grève décide la reprise du travail pour le dimanche soir 16 mars et fait approuver sa décision par les délégués d'atelier après lecture de l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DU 15 MARS 1947

Le protocole d'accord établi par la S.N.E.P. a été repoussé par le gouvernement qui n'accepte plus la sortie sur sept jours.

Le Comité de grève a été réuni ce matin au siège de la S.N.E.P. et mis en présence du Syndicat de la presse parisienne.

Le Syndicat de la presse parisienne et la S.N.E.P. ont déclaré formellement qu'ils considèrent que la décision gouvernementale est inexplicable puisque la politique gouvernementale a été respectée, les avantages pécuniaires étant exactement compensés par une surproduction effective.

Le Syndicat de la presse parisienne a pris l'engagement de faire, en plein accord avec les organisations ouvrières du Livre, tout ce qui est en son pouvoir pour amener le gouvernement à réviser sa position actuelle.

Il a demandé que les ouvriers reprennent le travail dans les mêmes conditions qu'au déclenchement de la grève pour permettre à la presse de faire connaître au public et aux parlementaires le différend actuel qui sera commenté dans tous les journaux, aussi bien par

les administrations de ceux-ci que par les responsables syndicaux. Par cette campagne énergique les deux délégations espèrent obtenir la reconnaissance du dernier protocole d'accord dans les délais les plus brefs.

Au cas où le gouvernement n'aurait pas reconnu la justesse des conditions de cet accord, une nouvelle réunion paritaire est envisagée pour la fin de la semaine prochaine.

Le Comité de grève, reconnaissant que l'accord a été réalisé avec les employeurs et que l'opposition provient uniquement du gouvernement, a décidé de conjuguer ses efforts avec le Syndicat de la presse parisienne et invite tous les camarades à reprendre le travail dimanche soir pour les journaux qui paraîtront lundi matin.

Ordre du jour présenté par tous les secrétaires de section.

Les enseignements de la grève

DES ARTISANS DE NOTRE DEFAITE

Nous avons vu quelle a été l'attitude du gouvernement. Nous savions qu'il était résolument opposé à toute augmentation de salaires. Mais n'avait-il pas déclaré, à l'origine du conflit, qu'il ne voulait pas intervenir ? En réalité, il pensait que les patrons auraient raison des ouvriers. Le Livre avait déjà fait des grèves malheureuses. Une de plus. Las ! les patrons flanchent. Le 8 mars, ils s'avouent vaincus. Or, leur défaite, c'est aussi la défaite de la politique gouvernementale depuis la libération. Rompu le barrage des salaires. Demain, dans tout le pays, les quotidiens démesurés annonceront la victoire des ouvriers de la presse parisienne. Et même ceux qui ont assisté à notre lutte en criant aux patrons : « Tue-le ! », se rueront sur le vaincu toutes dents dehors. Echec au dirigisme, peut-être. Ce dirigisme cher au socialiste André Philip, ministre de l'Economie nationale.

C'est ce que le gouvernement des gens de la Résistance ne pouvait pas permettre. Nous avons vu le coup de frein de Blum, des 5 % de baisse. Mais les socialistes ne sont pas seuls à « se substituer au patronat pour l'application de la loi d'airain des salaires ». Nous connaissons l'ardeur des communistes à mettre la France au travail, en vue d'augmenter la production. Et nous savons que les deux « partis frères », parti socialiste et parti communiste, ont conjugué leurs efforts pour infliger à la classe ouvrière de ce pays la plus grande défaite qu'elle ait jamais connue : la suppression des 40 heures.

C'est Croizat, communiste, qui, en octobre dernier dans une circulaire aux inspecteurs du travail ordonnait :

« Il est souhaitable que la durée du travail soit la plus longue possible. En règle générale, la durée du travail doit excéder au moins de huit heures la durée normale fixée à 40 heures. »

Et c'est Daniel Mayer, socialiste, ministre du Travail pendant l'interrègne de Croizat, qui proclamait à la Radio : « La semaine de 48 heures doit devenir la chose normale. »

C'est dire que Croizat, de nouveau ministre du Travail, qui déjà en 1946 s'était indigné de nos « privilèges » ne serait pas de notre côté en 1947. Il l'a bien fait voir au cours des conversations à la présidence du Conseil. Aussi sa déclaration du 19 février reproduite le lendemain par un certain nombre de journaux de province ne nous surprend pas.

D'après lui, nos prétentions amèneraient à grever le budget des journaux de lourds frais généraux ; nos salaires sont supérieurs à ceux des camarades des autres professions, et nous ferions souvent deux services, soit un service double.

Or, Croizat sait très bien que ce n'est pas la main-d'œuvre qui grève le plus le budget des journaux. De chiffres officiels, il ressort que pour un exemplaire vendu 4 francs, il entre seulement 0 fr. 30 à 0 fr. 50 de salaires. Une augmentation de 25 % donnerait 10 centimes de plus. La marge serait encore respectable.

Ce qui grève le budget des journaux, et ça aussi Croizat le sait bien, c'est — outre les 24 sous que les dépositaires prennent par numéro — le nombre trop élevé de gens bombardés journalistes à la libération et qui ne connaissent rien au métier. Souvent des Conseils d'administration n'ont été composés que de vagues comités de résistance. A des appointements autrement élevés que nos salaires, sans compter ceux des rédacteurs en chef et directeurs qui vont de 80.000 à 200.000 francs par mois suivant les canards. Et pour faire une presse qui écoëure tout le monde à force de couvrir de fleurs la politique gouvernementale.

Gabegie et servilité, voilà plutôt, Excellence, ce qui grève le budget des journaux.

Quant à nos salaires, pourquoi dépendraient-ils de ceux des autres professions ? Est-ce la faute aux gars du Livre si les métallos, par exemple, s'occupent beaucoup plus de chanter les louanges du « parti » que de faire leur tâche corporative ? Nous donnons l'exemple. Qu'on nous imite.

Le double service ? Ça ne se produit pas aussi souvent que l'insinue Croizat. Il a lieu surtout pendant les vacances, pour des remplacements. Et le camarade qui en bénéficie doit rendre le service en cas de chômage ou prolonger d'autant son congé. Les resquilleurs ne sont pas nombreux, car le contrôle syndical est sévère.

Il y a aussi des menaces dans la déclaration de Croizat. Ainsi, il veut créer une école de « Sarrazins » (briseurs de grève) pour ne pas être à la merci de la Fédération du Livre. Pas moins ! Ce langage fasciste, tenu par le secrétaire d'une fédération ouvrière, ne nous étonne pas. Et il devrait faire réfléchir les camarades. C'est tout un programme. L'Etat s'est substitué aux patrons, et les hommes au pouvoir qu'ils soient de droite ou de gauche emploieront tous les moyens pour faire céder la classe ouvrière, jusque et y compris la culture de la jaunisse.

C'est encore lui qui a menacé de déclencher un mouvement revendicatif général dans la métallurgie si les ouvriers de la presse obtenaient satisfaction. Pensez donc, une organisation syndicale échappant au contrôle du « parti » prouvant l'efficacité de la grève, l'indépendance du syndicalisme apparaissant aux yeux des travailleurs de ce pays comme indispensable à la lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, c'était inadmissible ! Il a donc fait ce qui dépendait de lui pour briser notre grève. C'est dans l'ordre.

Et la C.G.T. ? En 1906, elle mobilisait toutes ses forces pour l'assaut final qui devait emporter les 40 heures. En 1946, 40 ans après, la C.G.T. aussi mobilise toutes ses forces pour l'enterrement de ces mêmes 40 heures, pour lesquelles le prolétariat des deux mondes a lutté pendant un siècle et demi.

Où va la C.G.T. ? demande Monatte. Va-t-elle, comme le craint Louzon vers « sa transformation

en agence de l'Etat ? » Agence dont « la fonction serait d'assurer au meilleur prix l'obéissance et le rendement de la classe ouvrière » ? Sans doute si les syndicalistes ne montent pas une garde vigilante. On peut dire que ce serait déjà fait si les hommes de Moscou détenaient seuls le pouvoir.

Dans ce conflit, le bureau confédéral nous a laissé tomber, après avoir dit à une délégation du Comité de grève — le 14 février — qu'il approuvait notre mouvement. Tout en regrettant de ne pas avoir été prévenu de nos intentions. Mais il a précisé qu'il ne voyait pas d'un mauvais œil les mouvements spontanés qui se produisaient, à la condition qu'ils ne durent pas longtemps, car la C.G.T. ne voulait pas être débordée.

La tactique du chantage, chère à Moscou. Faire pression mais ne pas aller jusqu'au bout des revendications, pour ne pas perdre son moyen de pression sur le gouvernement.

Voyez l'histoire du *Peuple* : quotidien le 19 février, hebdomadaire le 20 !

Si nous parlions de trahison, on dirait que le mot est trop fort. Cependant, cette volte-face nous a fait beaucoup de mal. Car ce lâchage a coupé les bras au Comité de grève. Nous n'avions plus de tribune pour répondre aux attaques de la radio, renseigner l'opinion publique, qui comprend aussi la classe ouvrière, dénoncer les méfaits du dirigisme.

LES AFFICHES DE « FRANC-TIREUR » ET DE L' « HUMANITE »

Il aurait fallu répondre aussi aux affiches de « Franc-Tireur » et de l' « Humanité ». « Paris sans journaux : à qui la faute ? » écrit « Franc-Tireur ». Mais il oublie de répondre, en prétextant que « la réponse n'appartient pas aux journaux, puisque c'est le gouvernement qui fixe les salaires ». Alors qu'il sait très bien qu'il aurait pu sortir s'il avait voulu. Le Comité de grève trop heureux de briser le bloc patronal l'aurait autorisé, « Franc-Tireur » a préféré pousser le gouvernement à intervenir dans le conflit et à indisposer un peu plus contre nous l'opinion publique par de perfides insinuations : « A qui profite le conflit ? AU TRUST HACHETTE... Or, le Parlement est saisi du projet de nationalisation des Messageries de presse. COINCIDENCE ?

» AUX ANCIENS PROPRIETAIRES DE JOURNAUX... or, le 28 février prend fin l'actuel régime de la presse — COINCIDENCE ? »

Mais le retour offensif d'Hachette date du courant de 1946 et non de 1947. Sa création de l'Expédition ne coïncide pas avec notre grève, mais avec les difficultés des Messageries françaises de presse qui ne vivent, depuis janvier 1946, que d'avances consenties par une banque d'affaires, la Société Générale. Coïncidence, oui, mais avec la faillite de l'administration communiste. Il n'y en a pas d'autre.

Coïncidence, la disparition, fin février, de l'autorisation préalable pour la presse ? Qu'est-ce que cela peut avoir à faire avec notre grève ? Les journaux de la Résistance auraient-ils peur de la liberté de la presse ? « Franc-Tireur », qui n'a pas trop mal réussi, aurait-il peur qu'un concurrent vienne le supplanter, un concurrent non moins socialiste que lui, mais moins docile aux slogans russes et stalinien ?

Quant à l' « Humanité », elle aussi aurait pu paraître, si elle avait voulu. On attendait même — du « journal de la classe ouvrière » (sic) — ce geste élémentaire. Elle a préféré dresser le gouvernement contre nous en écrivant que notre grève

portait « atteinte à la politique de redressement national ». Comme si ce n'étaient pas ses amis et leurs complices qui depuis la libération conduisent ce pays au désastre !

Le « Populaire », lui, a essayé de paraître, mais à Reims, en offrant de payer le salaire double ! Pour reprendre sans doute les arguments haineux que son rédacteur Guy Desson a servis à la Radio contre les grévistes.

LES MESSAGERIES FRANÇAISES DE PRESSE (M.F.P.)

Il paraît que les grévistes seraient également responsables de la déconfiture des Messageries françaises de presse. Là aussi, nous plaidons non coupable. Il est de notoriété publique que les affaires des M.F.P. étaient déjà mauvaises bien avant le déclenchement de la grève.

De l'examen du rapport dressé par l'expert comptable Caujolle, remis au Syndicat de la presse parisienne le 26 novembre 1946, il ressort que les comptes des M.F.P., dont aucun bilan proprement dit n'a été établi depuis septembre 1944, « paraissent marquer, à partir du mois de mai (1945), une évolution assez défavorable de la situation qui entraînerait depuis lors, des pertes importantes. » Depuis janvier 1946, les M.F.P. sont obligés de « recourir continuellement à des avances bancaires (Société Générale) ». De janvier à fin octobre 1946, l'écart entre les avances bancaires et l'avoir en caisse donne une moyenne mensuelle de sept millions. Les M.F.P. devaient aux Assurances sociales et aux Allocations familiales, à fin septembre : 38 millions, à fin octobre : 43,950,000 francs. Que ce soit parce qu'elles ont des achats d'immobilisations ou que les clients n'ont pas payé dans les délais normaux, le fait est là. De plus, l'expert constate que les paiements aux clients ne se faisaient pas normalement. Il déclare même qu'à diverses reprises les M.F.P. ont modifié les conditions des règlements aux administrations (des journaux) modifications qui ont toujours tendu, soit à différer les paiements qu'elles avaient à faire, soit à en réduire l'importance ». En outre, « stabilisation ou diminution du chiffre d'affaires en présence des charges croissantes ».

« En août 1946, les appointements et frais de transport ont atteint 92 millions. » Pour amortir ces charges, il aurait fallu un chiffre d'affaires de 500 millions, alors que la moyenne n'a jamais dépassé 350 à 400 millions. L'expert constate également des départs de « gros titres » qui, en général, bouillonnent peu. Et où vont ces gros titres — ainsi que des périodiques de plus en plus nombreux ? À l'Expéditive, société de transport de messageries, pour la diffusion sur tout le territoire de la presse parisienne, créée par l'ancien trust Hachette précisément au cours de cette même année 1946 qui voit croître les difficultés des Messageries françaises de presse. Hachette a des moyens financiers énormes, estimés à l'heure actuelle à près d'un milliard. On conçoit que la lutte soit inégale entre les deux sociétés concurrentes et que les M.F.P. seront éliminées par l'Expéditive.

LE TRUST HACHETTE

On ne peut se réjouir de voir le trust Hachette monopoliser de nouveau la distribution de la presse. On sait trop ce que ce monopole a donné avant la guerre. Le mal qu'il a pu faire pendant près d'un demi-siècle est considérable. Car c'est à partir de 1900, par suite de l'absorption ou de l'élimination de toutes les entreprises concurren-

tes, que le trust Hachette a pratiquement l'exclusivité de la diffusion de la presse française pour la métropole, les colonies et l'étranger. Depuis lors, ça a été le sabotage savamment organisé de toute publication (journal, périodique), de tout ouvrage qui ne plaisait pas à ses administrateurs. La pensée libre était particulièrement soignée !

Parmi les moyens de sabotage employés par Hachette, nous citerons les trois principaux :

- 1) Tarifs plus élevés pour certains journaux;
- 2) Diffusion volontaire contraire à la logique commerciale. Ainsi, par exemple, on distribuait plus de numéros d'un journal ouvrier dans les quartiers chics que dans les cités ouvrières, plus d'exemplaires là où il ne peut y avoir beaucoup d'acheteurs et moins là où on est sûr qu'il y en a davantage;
- 3) Interdiction à ses dépositaires, à ses bibliothèques de gare et à ses kiosques de vendre certains titres, certains ouvrages.

Les campagnes de presse, les pétitions d'écrivains et de journalistes de talent, rien n'a pu arrêter ce sabotage, tellement était forte la position financière et, partant, politique du trust Hachette.

Il aura fallu rien de moins que la guerre, pour que ce requin disparaisse. S'il est revenu à la surface, l'année dernière, il le doit au gouvernement Bidault qui a été subitement pris d'un besoin de libre concurrence. Sentiment louable en soi, mais qui aurait gagné, pour être de bon aloi, à être généralisé aux autres domaines de l'économie. Or, il a été strictement limité au seul objectif M.F.P. En réalité, la « libre concurrence » n'a été donc qu'un prétexte pour permettre au M.R.P. de faire un croc en jambes au parti communiste. C'est à la faveur de ce croc en jambes que l'ancien trust Hachette devra de rentrer dans la possession de ses biens, bientôt sans doute.

Il faut savoir que les biens d'Hachette — que d'aucuns accusent de « collaborateur » — ont été mis sous le régime de l'administration provisoire par une ordonnance gouvernementale du 30 septembre 1944. Utilisés d'abord par les Coopératives des journaux français, ces biens sont passés ensuite entre les mains d'un groupement général de journaux et publications créé par le personnel d'exécution et de maîtrise des anciennes Messageries Hachette. C'est de ce groupement qu'est sortie la Société à forme coopérative des Messageries françaises de presse. Par suite de l'élimination progressive des éléments syndicalistes — par les méthodes de l'éviction systématique de tout ce qui n'est pas d'obédience moscovitaire — les communistes ont acquis une situation prépondérante aux M.F.P. Quand on connaît l'importance d'un service de messageries monopolisé, on comprend que Bidault ait voulu éliminer les communistes de sa direction. Hachette lui donne davantage de garanties !

Nous ne verserons pas un pleur sur la mort des M.F.P., car c'était aussi un monopole, avec les mêmes tares que le premier. Même mépris de l'opinion d'autrui et, partant, mêmes méthodes de sabotage de son expression.

Hachette pratiquait des tarifs plus élevés sur certains journaux. Les M. F. P. modifiaient les conditions des règlements aux administrations : différaient les paiements, en réduisaient l'importance. Ce qui revient au même. Hachette pratiquait la diffusion contraire à la logique commerciale. Vous ne pensez pas que ce soit pour les inconvénients présentés par une méthode similaire que des gros titres — « Combat », « le Populaire » entre autres — et des périodiques de plus en plus

nombreux sont partis à l'Expéditive ? Qui peut croire que les communistes sont incapables de faire plus diligence pour la distribution de l'« Humanité », de « Franc-Tireur » ou de « Ce Soir » que pour l'« Aube », « Combat », ou « le Populaire » ? Un ami nous fait observer qu'on voit particulièrement sur tous les murs des locaux M.F.P., des placards de publicité de l'« Humanité » et de « Franc-Tireur ». Et il ajoute : « Le contenu du flacon ne doit pas différer beaucoup de l'étiquette ».

Nous ne parlerons que pour mémoire de la réussite financière de l'un à côté de l'autre. La cause est entendue, quand dans une même affaire une société peut gagner des millions alors que l'autre s'endette de plusieurs millions.

Mais nous ne voulons pas choisir entre l'ogre et le requin. Puisque, pour l'instant du moins, les M. F. P. ne peuvent être une véritable coopérative, eh bien, qu'on les rattache aux P. T. T. Cette administration a réalisé pour les chèques postaux, notamment, un service remarquable. Qu'on lui confie la distribution des journaux.

LA SOLIDARITE DES M. F. P.

A notre réponse à « Franc-Tireur », nous aurions pu ajouter que le syndicat des Messageries françaises de presse, à direction communiste, nous a promis la solidarité dès le premier jour. Il a même voté la grève. Mais il assurait en même temps le service des envois ce qui permettait de donner de l'argent aux journaux. Situation baroque à laquelle le Comité devait mettre fin en dégageant les M. F. P. du conflit, d'autant plus qu'elles se plaignaient d'une gêne financière qu'il était inutile d'accroître.

Mais il y a aussi une autre raison : l'attitude deux fois douteuse d'un représentant du syndicat des M. F. P., Basseville, lors des incidents de la rue d'Enghien (1). C'est qu'il y a, de plus, à la charge du bonhomme une histoire au sujet de la lettre signalant les dépôts d'armes probables. Cette lettre remise le 17 février au Comité de grève et il le 18 dans les mains de l'administrateur de l'« Humanité ». Ce dernier furieux contre le secrétaire du Comité d'entreprise lui a sorti la lettre au cours d'une discussion. Basseville n'a jamais avoué. Mais l'opinion de la majorité du Comité de grève était faite.

Quant à la solidarité, elle est restée à l'état de promesse jusqu'à la fin du conflit. Pendant qu'on faisait des protestations d'amitié boulevard Poissonnière, rue Paul-Lelong, dans les locaux des M. F. P., on distribuait aux vendeurs le papier venant de Belgique. Et on répondait aux grévistes indignés qu'on se foutait d'eux et de la C.G.T.

Nous avons appris, de notre camarade de Boé, du Livre belge, que les M. F. P. passaient elles-mêmes, au Messageries Duchêne à Bruxelles, des commandes supplémentaires, de plus, qu'elles étaient seules habilitées pour dédouaner les journaux venant de l'étranger. Ce n'est donc pas grâce à eux si les bagarres entre vendeurs et grévistes n'ont pas été plus graves !

NOS FAUTES

Avons-nous tout fait pour surmonter les difficultés rencontrées dans notre grève ? Nous ne le

(1) A ce propos, c'est Pierre Bloch et non Périgeat qui a dit du C. D. H. qui l'accompagnait pour sa visite : « Son attitude n'avait rien de rassurant. » — Page 27, N° 302 R. P.

croions pas, C'est entendu, nous avons eu à lutter contre le gouvernement. A la faveur de sa campagne de baisse, celui-ci a mis l'opinion de son côté — grève mystérieuse, grève de privilégiés — même l'opinion ouvrière. Mais nous n'avons rien fait pour expliquer le mouvement à l'opinion publique. Grève mystérieuse ? En quoi. La raison mystérieuse et largement suffisante, c'était le rajustement de nos salaires. Attendre que l'Etat ne soit plus faux monnayeur pour demander une augmentation de salaires, alors que rien ne permet de penser qu'il mettra bientôt fin à ses errements ? Depuis la Libération, de nouveaux services d'Etat ont été créés, sans compter le gonflement du personnel des anciennes administrations. Chaque parti, dans l'espoir d'exercer un jour le pouvoir pour son propre compte a mis des hommes partout et compte les maintenir ! Alors ? Grève de privilégiés ? Allons donc ! 500 francs par service, répartis sur toute l'année — et compte tenu des retenues de toutes sortes — ça ne fait jamais que 370 francs par jour. Est-ce une somme extravagante à l'heure actuelle ? Mais les ouvriers qualifiés de pas mal de métiers, dans les branches où le travail marche, nous dament le pion. Nous n'en sommes pas jaloux. Mais nous n'avons pas à être honteux de n'être pas parmi les plus malheureux. Nous nous demandons seulement comment font pour vivre les camarades moins payés. En nous défendant, comment pourrions-nous porter préjudice aux travailleurs des autres professions ? Nous leur donnons tout au plus le bon exemple.

L'opinion ouvrière, aurait parfaitement compris que notre lutte était la sienne, que par la brèche ouverte par nous elle aurait passé. C'est clair, mais encore aurait-il fallu dégraisser les crânes bourrés par les slogans communistes.

A défaut des colonnes du *Peuple*, nous aurions pu nous servir de tracts ou d'affiches. Aux coïncidences de *Franc-Tireur*, nous aurions dû répondre : Nous ne sommes pas dans les nuages, mais sur la terre. Et nous n'y pouvons rien s'il y a des gens autour de nous qui, à la faveur de notre mouvement, pleinement justifié, exploitaient les fautes de ceux qui crient le plus fort après nous.

Il y a eu aussi des fautes de tactique. On a lanterné depuis septembre, et, brusquement, on lance un ultimatum sans assemblées générales. Elles auraient pourtant permis aux canardiens de s'affirmer sans contestation possible. Le referendum de janvier ? Mais puisqu'on ne l'avait pas suivi en janvier, il convenait de le faire confirmer en février. C'était le meilleur moyen, pour les responsables syndicaux, de se mettre à couvert contre la calomnie. Mais les plus malins oublient quelquefois leur parapluie. N'est-ce pas Largentier ?

Une meilleure organisation de la solidarité aurait permis de verser plus de 525 francs par semaine aux grévistes. Le moral des copains n'a pas eu besoin de secours importants pour être excellent, mais tout encouragement aux combattants était en même temps une affirmation de notre force aux yeux de l'adversaire. Et, si nous avions été disposés à bien nous battre, nous aurions pu constituer un sérieux trésor de guerre. Nous sommes 60.000 fédérés, à 100 francs seulement par semaine, ça nous aurait fait 6 millions. De quoi verser un secours hebdomadaire de plus de 1.300 fr. à chacun des 4.500 grévistes. Et l'aide spontanée des sections fédérales comme Lille par exemple (200.000 francs) prouve que notre mouvement

était suivi avec sympathie. Sans compter la solidarité internationale. Nos camarades suisses, anglais, américains auraient certainement fait un effort si on l'avait demandé. La preuve, l'aide spontanée, elle aussi, et tout aussi importante que celle de Lille, de nos camarades belges. Comme on espérait tous les jours la fin du conflit, on n'a pas fait ce qu'il fallait faire.

REFLEXIONS

Nous pensons que c'est dommage pour nous et pour la classe ouvrière de ce pays, car malgré l'abandon de la C. G. T., nous devons essayer de faire la brèche dans le mur gouvernemental. Ce mur n'est pas un roc inébranlable. Il est miné de toutes parts. A preuve les scandales de toutes sortes qui le secouent de la base au sommet. Nous étions suffisamment armés pour tenter un assaut sérieux. Et nous ne pensons pas à l'arme du labeur. Nous croyons, au contraire, que les responsables syndicaux ont bien fait d'empêcher les travailleurs de se joindre à nous. Leurs patrons sont plus sensibles au grignotage que les nôtres. Les augmentations obtenues l'an dernier en sont la preuve. De plus, il ne fait pas de doute que la victoire des canardiens aurait été également celle des travailleurs. 25% d'augmentation de salaires dans la presse, ce qui se traduit par une augmentation dans tout le Livre. On a donc bien fait de ne pas élargir le conflit, mais concentrer tous les efforts sur le combat engagé. Seulement nous ne nous sommes pas battus comme nous aurions pu le faire. C'est d'ailleurs pourquoi, les copains des ateliers ne s'avouent pas vaincus. Pour eux le cli-ché : « La bataille continue à l'intérieur », n'est pas usé. Ils sont conscients de leur force : Le 8 mars, ils ont fait « toucher » les patrons, au moins d'une épaule. De leur bon droit : On marchande une « augmentation » — qui n'en est pas une, en fait — à des ouvriers hautement qualifiés, à qui l'échelle mobile a été appliquée, sans discontinuité, de 1922 à 1938 — alors qu'ils ont perdu 50% de leur pouvoir d'achat d'avant la guerre, d'après les indices officiels des denrées

alimentaires seulement. En réalité, on dépense tout pour la nourriture.

Si les copains avaient entendu les rotomontades de Bourdan, à la radio, le samedi soir, aussitôt après la réunion où a été prise la décision de cesser la grève, il n'est pas sûr qu'ils auraient repris le travail le lendemain. Une assemblée générale aurait sans doute été pour la continuation du mouvement.

Pour l'instant, les conversations ont repris avec les patrons, qui voudraient bien voir fléchir le gouvernement sur les positions du deuxième protocole. Elles sont avantageuses pour eux, mais elles ne le sont pas pour les ouvriers qui se verraient acculés à une augmentation de la production par une réduction de leurs effectifs. Ils consentiraient une aggravation de leurs conditions de travail pour une maigre compensation pécuniaire, qui ne vaudra jamais la dépense nerveuse qu'elle leur occasionnerait. Elle constituerait un abandon des avantages acquis, un recul sérieux que les gars de l'échelle mobile ne peuvent accepter sans déchoir.

Et maintenant, il faut dire que notre mouvement a été dans l'ensemble un beau mouvement. Une grève de plus d'un mois, qui dans les circonstances actuelles, n'a connu d'autres défailances que celles — prévisibles et d'ailleurs inévitables — des communistes, c'est déjà une victoire. Nous n'avons pas enlevé le morceau (1), mais les patrons et même le gouvernement ont senti que désormais il va falloir compter avec la classe ouvrière. Il revenait aux partisans de l'indépendance du syndicalisme de donner l'exemple. Chez les fonctionnaires, les postiers syndicalistes l'ont donné en juillet 1946, dans l'industrie privée, les ouvriers de la presse ont amplifié leur effort de l'an dernier. D'autres, que la C.G.T. ne pourra toujours tenir en laisse, partiront à leur tour.

La bataille des salaires est engagée.

Mars 1947.

J.-P. FINIDORI

(1) On n'a pas enlevé le morceau des 25 %, mais les patrons nous donnent 17 % — en attendant le 7^e jour. Ne le dites à personne : ce n'est pas homologué !

AU GAZ DE BANLIEUE

Triomphe de l'indépendance syndicale

Le syndicat du Gaz de banlieue est un des trois plus forts syndicats de la fédération de l'Eclairage.

La commission exécutive dirige le syndicat depuis dix-sept ans. Elle s'est toujours attachée à défendre de son mieux les intérêts de nos camarades. Elle s'est aussi constamment prononcée pour que la C. G. T. détermine « sa » politique et contre sa subordination à un parti politique.

La démocratie syndicale est une réalité au syndicat du Gaz de banlieue. Dans les nombreuses réunions que nous organisons, chaque syndiqué a toute liberté d'expression ; dans l'organe syndical *Le Gazier de Banlieue* nous insérons tous les articles qui nous sont adressés, sans appliquer la moindre censure.

L'élection de la commission exécutive se fait démocratiquement au scrutin de liste et à bulletin secret. Elle a lieu tous les ans.

Tous les ans aussi, la fraction communiste nous oppose une liste. Cette année, ayant sans doute reçu des ordres pour cela, sa campagne a été plus vigoureuse que les années précédentes ; les candidats opposés intitulèrent leur déclaration cha-

peuvent leur liste : *Liste d'Union pour renforcer l'Action syndicale.*

Dans le *Gazier de Banlieue* j'ai dénoncé leur manœuvre et précisé que cette liste était constituée par ordre du parti politique auquel les candidats de l'opposition appartiennent.

L'opposition poursuivait un double but :

1° Prendre en main la direction du syndicat du Gaz de banlieue ;

2° Diminuer l'importance de la minorité de la fédération qui, au congrès de septembre 1946, s'est prononcée énergiquement pour l'indépendance syndicale envers les partis politiques.

Stemparer de la direction de ce syndicat eût été, pour les majoritaires de la fédération, une grande victoire.

La réponse du personnel fut nette :

Notre liste a obtenu une moyenne de 1.751 voix.

La liste de l'opposition a atteint une moyenne de 691 voix.

Le personnel du Gaz de banlieue s'est donc prononcé pour un syndicalisme apolitique.

G. DELSOL.

FAITS ET DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} AVRIL : Congrès du syndicat de l'Enseignement secondaire, qui se prononce pour la fusion avec le syndicat des collèges modernes et un accord plus étroit avec le syndicat de l'Enseignement technique. — Déclaration du ministre du Travail en faveur d'un régime particulier pour les commerçants, artisans, agriculteurs, absolument indépendant du régime général de Sécurité Sociale. — Discours de Franco annonçant que l'Espagne se constitue en royaume, dont il demeure le chef avec possibilité d'appeler pour lui succéder une « personne de sang royal ». — Fin de la révolte des Vietnamiens d'Agén. — Attaque du camp militaire de Moramanga par les insurgés de Madagascar.

MERCREDI 2 : Révocation d'Yves Bayet, préfet de Loir-et-Cher. — Déclaration de la C. G. T. recommandant la vigilance pour la défense de la République. — Congrès de l'Union des syndicats de Meurthe-et-Moselle qui vote la représentation par nombre de syndiqués, malgré une importante opposition des éléments syndicalistes. — Vote du service militaire obligatoire à la Chambre des Communes, contre 85 députés, dont 70 travaillistes.

JEUDI 3 : Au Conseil national de la viande, les représentants de la C.G.T. se prononcent contre le groupement des bouchers en mutuelles. — Grève générale des mineurs de la Ruhr.

LUNDI 7 : Discours du général de Gaulle à Strasbourg. — Publication au *Journal officiel* des dispositions légales relatives au relèvement des salaires anormalement bas. — Les mineurs américains n'ont pas repris le travail. — Grève des téléphones sur la côte orientale du continent américain. — Le président Truman déclare, au cours d'un banquet démocrate, que « les Etats-Unis doivent assister les peuples dont les libertés sont menacées par des pressions étrangères ».

MARDI 8 : Le Comité directeur du parti socialiste, à la suite du discours de Gaulle, appelle tous les républicains à la vigilance. — Grève des fonctionnaires et employés des services publics à Athènes. — Grève des journaux à Athènes et à Salonique, à la suite de l'assassinat de trois imprimeurs d'un journal communiste de Salonique. — Des tirailleurs sénégalais tirent sur la foule, à Casablanca : 63 morts, 118 blessés. — Interdiction du parti communiste à New-York.

MERCREDI 9 : Le bureau de la C. G. T. réclame des aménagements au décret sur les salaires anormalement bas. — Les syndicats chrétiens des employés de banque décident la grève pour le 12 avril, contre l'avis de la section fédérale de la C. G. T. — Offensive gouvernementale contre les partisans grecs.

JEUDI 10 : Tornade sur l'Oklahoma, aux Etats-Unis, qui laisse 152 morts et plus de 1.000 blessés. — Révolte de soldats indochinois à Carcassonne. — Accord monétaire, entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, qui provoque de violentes critiques de la part des socialistes et des démocrates. — Discours du sultan du Maroc à Tanger, favorable à la Ligue arabe. — M. Molotov s'oppose à toute révision de la frontière germano-polonaise.

VENDREDI 11 : Retrait de l'ordre de grève dans les banques, par les syndicats chrétiens. — M. Molotov refuse de prendre position sur le rattachement économique de la Sarre à la France.

SAMEDI 12 : Fin de la Conférence syndicale de Dakar qui demande l'égalité de salaire pour les travailleurs noirs et blancs. — Démission du gouvernement finlandais, par suite de l'opposition agrarienne

et socialiste à des mesures inspirées par les communistes.

DIMANCHE 13 : Dernière journée de la Conférence nationale des Comités d'entreprise.

LUNDI 14 : On annonce de violentes bagarres, aux Indes, entre Indiens et Musulmans. — Le général de Gaulle annonce la formation du Rassemblement du peuple français.

MARDI 15 : Grève générale de six heures en Palestine par solidarité envers 2.400 émigrants juifs arrivés clandestinement et internés à Chypre. — Dor Gruener et trois autres terroristes juifs sont pendus à Saint-Jean-d'Acres.

MERCREDI 16 : Une terrible explosion à Texas-City, aux Etats-Unis, provoque 1.200 morts et 2.000 blessés. — Jouhaux est élu président du Conseil économique par 91 voix, sur 128 votants. — Le syndicat national des diffuseurs de presse se prononce contre « les sept jours ». — Les ministres communistes se prononcent contre la levée de l'immunité des députés malgaches.

JEUDI 17 : La Fédération nationale des travailleurs du sous-sol accepte de ramener de 18 à 12 jours ouvrables la durée du congé annuel des mineurs. — Grève de vingt-quatre heures des chauffeurs de taxi. — Le bureau politique du parti communiste se prononce contre l'arrestation des élus malgaches. — Manifestation de 10.000 chômeurs à Rome.

VENDREDI 18 : Grève des blanchisseurs de la région parisienne. — Circulaire du ministre du Travail relative à la transformation en « travailleurs-libres » (sic !) de 25.000 prisonniers de guerre. — La Chambre des représentants de Washington vote la loi restreignant les droits des syndicats.

DIMANCHE 20 : Ouverture du Congrès de la région Est des cheminots. — Elections dans la zone britannique d'occupation en Allemagne : 173 sièges aux sociaux-démocrates, 144 aux chrétiens-démocrates et 36 aux communistes.

LUNDI 21 : A Moscou, accord anglo-franco-américain sur les exportations de charbon allemand.

MARDI 22 : L'Irgoun fait sauter un train militaire, près de Tell-Aviv, en Palestine. — Nombreuses boulangeries parisiennes fermées, faute de farine.

MERCREDI 23 : Réduction forfaitaire de 7 pour cent de toutes les dépenses des différents départements ministériels, en France.

JEUDI 24 : Elections aux Caisses de Sécurité Sociale. — Décision gouvernementale diminuant la ration de pain. — Clôture de la Conférence de Moscou, qui a abouti à un échec, sur toutes les questions essentielles.

VENDREDI 25 : Congrès du syndicat des services publics de la région parisienne. — Congrès des professeurs d'Écoles normales. — Grève dans deux départements des usines Renault, pour une augmentation de salaires de 10 fr. par heure. — Grève à l'usine de caoutchouc Téalémit. — Le congrès des Trade-Unions écossaises ne repousse que par 168 voix contre 158 une motion contre la politique étrangère du gouvernement travailliste. — Deux ministres du gouvernement de Cochinchine sont tués au cours de l'attaque d'un convoi par le Viet-Minh à 8 km. de Mytho.

DIMANCHE 27 : Conférence nationale des Comités d'entreprise du Bâtiment et du Bois.

LUNDI 28 : La grève chez Renault s'étend, 12.000 ouvriers ont cessé le travail dans 200 ateliers. — Clôture du congrès annuel de la Fédération des Locataires. — 15.000 dockers en grève, à Londres. — M. Henry Wallace déclare à Washington que la politique étrangère du président Truman risque de déclencher la guerre civile en France.

MARDI 29 : 25.000 grévistes chez Renault. — Discours du général Marshall à la radio américaine, dans lequel il signale que c'est l'attitude soviétique qui empêche de fournir du charbon aux pays importateurs ; il s'élève contre le maintien des frontières orientales actuelles de l'Allemagne et il affirme que les Etats-Unis ne transigeront pas sur les grands principes.

MERCREDI 30 : Conseil de cabinet qui oppose, sur la question des salaires ouvriers, les ministres communistes à tous leurs collègues.

Internationalisme...

On a lu dernièrement sur de grandes affiches du parti communiste de France que : les Américains affamaient les Français, afin de mieux nourrir les Allemands — ce qui est d'une démagogie assez basse (il est d'ailleurs ridicule de dire que les Américains nous affament, cela serait vrai s'ils nous prénaient ce qui nous appartient).

Voyons cependant ce qu'écrivait le 4-2-1947, lors des premières manifestations des mineurs de la Ruhr, Freiheit (journal communiste de Dusseldorf) :

Le travail perd toute sa signification lorsqu'il ne permet même pas de se procurer en temps voulu le pain indispensable à la conservation de la force du travailleur. Pourquoi n'existe-t-il pas encore de réserves ? On nous avait assuré que le produit des exportations de charbon de la Ruhr servirait à acheter des denrées alimentaires à l'étranger. M. Nolling, ministre de l'Economie, annonçait récemment que les exportations de charbon avaient permis d'encaisser une somme de 60 millions de dollars. Mais voici que ces rentrées, dont le montant nous paraît d'ailleurs remarquablement faible, doivent brusquement être employées à acheter, non point des denrées alimentaires, mais des matières premières.

Pourquoi ce changement d'affectation ? On peut avoir quelque idée là-dessus : c'est qu'il y a davantage à gagner. Mais disons-le nettement : pour des êtres affamés, tout ce qui ne nourrit pas est dénué de valeur, y compris l'or et l'argent, le minerai de fer et le coton. Le travail use. Les services du ravitaillement reconnaissent leur faillite quand ils se révèlent impuissants à réunir des stocks suffisants pour faire face à toute éventualité. En tout cas, les ouvriers se refusent à travailler si on ne leur donne pas à manger, et si les vieux éléments réactionnaires et incapables conservent places et honneurs.

Les syndicats en Pologne

Liston Oak, correspondant spécial du « New Leader », hebdomadaire new-yorkais, récemment rentré de Pologne, a fait des remarques très instructives au sujet des syndicats polonais : « Tous les adversaires du gouvernement actuel, avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir, s'accordaient pour admettre que les syndicats faisaient un travail utile en contribuant à l'augmentation de la production, à la restauration du moral des ouvriers et de la discipline du travail, et en tant qu'institutions d'assistance sociale. Cependant leur influence en tant qu'instruments d'auto-défense ouvrière contre un Etat tyrannique, en tant que dignes pour arrêter le courant totalitaire, est loin d'être décisive et va en diminuant toujours davantage. Les syndicats polonais ne sont pas réellement libres. La tendance va en s'accroissant de les transformer en partie intégrante de l'appareil de l'Etat. Ils jouent un rôle de seconde importance dans cet Etat corporatif. »

Les législateurs des Etats-Unis contre les syndicats

Lors de la discussion, devant le Congrès des Etats-Unis, du projet de loi restreignant les droits des syndicats (qui a finalement été voté) William Green, président de la Fédération américaine du Travail, a prononcé une déclaration, d'où nous tirons les extraits suivants :

Ces projets de loi ont pour but d'imposer à l'industrie et au mouvement syndical américains un « open shop » obligatoire (« open shop » —

« usine ouverte » où le patron a le droit d'employer des ouvriers non organisés, pour lesquels les contrats négociés par le syndicat n'ont pas de validité), et ceci même dans le cas où la majorité, ou plus exactement 100 pour cent des ouvriers en question se sont prononcés pour l'adhésion au syndicat et désirent travailler sous le régime de l'« union shop » (« usine syndicale » où tous les ouvriers doivent adhérer au syndicat) et où le patron est prêt à accepter ces conditions.

Ces projets de loi, dirigés contre l'application du principe de maintien des effectifs syndicaux dans l'industrie américaine, sont non seulement très réactionnaires, mais signifieraient l'abandon d'une pratique traditionnelle de plus d'un siècle et le recul du mouvement syndical aux positions qu'il occupait au début de sa lutte pour la reconnaissance des syndicats.

En outre, et ceci est d'une grande importance, un syndicat ne peut remplir toutes les obligations qui lui incombent en conséquence de ses contrats que si tous les ouvriers auxquels ils s'appliquent sont membres du syndicat. Un syndicat n'a de possibilité d'action sinon à travers ses membres et les responsables élus par eux et on ne peut attendre de lui qu'il veille à l'exécution d'un contrat de façon satisfaisante, si une partie seulement des ouvriers en question adhèrent au syndicat et sont, partant, soumis à ses statuts, décisions et discipline.

Voici des extraits de John L. Lewis, président des Mineurs réunis d'Amérique.

Le choix de la forme de son ordre économique est une des décisions les plus importantes qu'un peuple puisse prendre. La méthode démocratique confie le contrôle de l'entreprise à ceux qui sont essentiels à son fonctionnement, chaque groupe restant responsable de sa fonction particulière. La méthode bureaucratique ou totalitaire consiste à nous soumettre tous à un contrôle extérieur. Il ne peut exister de compromis entre ces deux méthodes.

Toute restriction du droit de grève, fût-ce d'une heure, d'un jour ou de soixante jours, constitue une limitation d'une liberté fondamentale de l'ouvrier américain. Lorsque l'industrie et la finance de ce pays demandent au gouvernement de promulguer des lois pour entraver le mouvement syndical et paralyser ses forces, ils se font évidemment coupables du premier pas vers la création d'un Etat corporatif ou absolutiste. Cela nous conduirait en fin de compte à une situation où l'activité de tous les citoyens serait réglementée et où il serait nécessaire de soumettre tous les groupes à une discipline quasi militaire.

Si les droits des ouvriers de ce pays étaient limités ou abolis, cela signifierait un changement de la forme du gouvernement en Amérique. La seule différence entre la servitude et la liberté est le droit de conclure des contrats volontaires. Lorsque les hommes étaient serfs, ils n'avaient pas le droit de conclure des contrats. D'autres gens exerçaient ce droit. Lorsque les ouvriers devinrent libres, le droit de conclure des contrats volontaires leur fut restitué. Ils purent alors disposer de leurs biens et services. Ils pouvaient garder leurs biens si le prix qu'on leur offrait ne les satisfaisait pas, et ils pouvaient refuser leurs services, si on ne leur payait pas une rémunération jugée adéquate par eux. Si l'on abolissait ou limitait le droit à la grève en Amérique, ce serait le signal d'un retour au moyen âge, de suppression de la liberté et de l'établissement d'un gouvernement absolutiste.

ENTRE NOUS

— Camarade qui as reçu les deux premiers numéros de la R. P. parce qu'un de tes amis nous avait donné ton adresse, tu es maintenant fixé. Si la revue t'intéresse abonne-toi tout de suite et fais-nous part de tes impressions.

Le service aux « possibles » est arrêté après l'envoi de deux numéros.

**

Vous trouverez ci-contre le montant des souscriptions et le nombre des abonnés par département.

Résultats très satisfaisants, pensons-nous, surtout après avoir lu les bonnes lettres de vieux amis et les mots d'encouragement hâtivement écrits au dos du talon des mandats.

Evidemment, restent les 2.000 camarades qui ont reçu ce premier numéro et qui n'ont pas donné signe de vie.

Il y a là des camarades hostiles ou indifférents qui n'ont pas cru devoir nous avertir qu'ils ne s'abonneraient pas ; mais il y a les négligents qui ne se doutent pas que nous avons besoin de connaître tout de suite le nombre de nos abonnés. La R. P. continue, mais elle part de zéro. Un vieil abonné ne croyait-il pas que nous lui continuerions le service pour un abonnement de 1939 ? A-t-il pensé que nous avons du détruire nos livres pendant l'occupation et que les quelque 2.600 francs restant en caisse fin 1939 ont servi à aider deux camarades étrangers en difficulté ?

Il y a surtout les « abonnés possibles » qui nous ont été signalés, qui ne nous connaissent pas et que nous ne connaissons pas. Nous leur avons fait le service de deux numéros. Parmi eux combien appartiennent à cette demi-génération qui n'a connu le mouvement ouvrier que par les déclarations des hommes qui parlent officiellement au nom de la classe ouvrière depuis la libération ? Où en sont-ils ceux-là ? Que pensent-ils de la R. P. ? Nous espérons bien que certains nous le diront, d'accord ou pas d'accord ; quant aux autres, nous comptons sur les amis qui nous ont donné leur adresse pour les voir ou leur écrire dès qu'ils auront connaissance des listes que nous allons leur faire parvenir sous peu.

Un gros effort doit être fait immédiatement. Vieux et nouveaux amis, demandez-nous la liste de tous les camarades de votre département qui ont reçu les deux premiers numéros, avec l'indication des abonnements souscrits ; prenez contact avec les négligents, les retardataires, les indécis. Voyez la Loire, elle a 20 abonnements en avril, elle dépasse les 30 aujourd'hui, et 25 exemplaires sont vendus au numéro. Pourquoi cela ? Simplement parce qu'un vieil ami a écrit aux anciens abonnés, qu'une

camarade dévouée a été voir les « vieux » pacifistes internationalistes, que des jeunes ont « tapé » leurs camarades, que des militants diffusent plusieurs exemplaires.

C'est la propagande individuelle qui est la plus efficace. Aidez-nous. Un bon coup de collier et nous atteindrons nos 1.000 abonnés fin mai, les 1.500 fin juin, les 3.000 fin décembre.

Notes pour une biographie.

Nommé par Vichy

On m'a dit de Vichy : L'écrivain Jean Cassou est nommé conservateur au Musée National d'Art Moderne.

Extrait de l'Œuvre du 25-9-1940.

Révoqué par Vichy

M. Jean Cassou, secrétaire du Musée, national d'Art moderne, est relevé de ses fonctions.

Extrait de l'Œuvre du 29-9-1940.

29 septembre 40.

Pour une fois, une nouvelle assez drôle. R... vient d'être révoqué. Il fut, avant la guerre, du cabinet d'un ministre modéré, puis du cabinet d'un ministre front populaire. Puis devint stalinien de stricte obédience. La débâcle... Il se fait donner par Vichy une sinécure. Mais, en ce mois de septembre, Vichy, tardivement, renseigné sur son passé, le révoque. Cette révocation brise la ligne d'une carrière et d'un caractère. Je suis déçu. Je croyais qu'il aurait toute sa vie le génie d'effacer ses succès passés politiques. Je le croyais d'un protéisme plus adroit.

Léon WERTH : Déposition, p. 19.

Un président national

Au cours de la première session du deuxième Congrès de l'Union nationale des Intellectuels qui s'est tenue, hier après-midi, à la Maison de la Pensée française, M. Jean Cassou, président du Comité national des Écrivains, a été élu président pour la session 1947-1948.

Extrait du Figaro, du 20-4-1947.

POUR PHILIP... ET D'AUTRES...

Le gouvernement protectionniste prétend avoir des lumières lui permettant de mesurer ce qu'il convient d'accorder à chaque groupe, de défendre les producteurs sans léser les consommateurs ; de même la politique sociale annonce qu'elle prendra en considération les intérêts des patrons et ceux des ouvriers. Peu de gens, en dehors des Facultés de Droit, sont assez naïfs pour croire que l'État puisse remplir un tel programme.

C. SOREL

« Réflexions sur la Violence »

p. 91

D'où vient l'argent ?

RECETTES A FIN AVRIL

Abonnements du mois	56.360
Souscriptions	12.140
Vente au n°	1.396,50
Recettes du mois	69.896,50
Total à fin mars	62.393
Total à fin avril	132.289,50

SOUSCRIPTIONS

Laplaud (Haute-Vienne), 150 ; Savine Edmond (B. du Rhône), 250 ; Rouays (Loire), 300 ; Bollengier (Paris), 20 ; Speiser (Seine), 500 ; Teulé (Paris), 150 ; Mailland (Seine), 250 ; Itard (Paris), 250 ; Germaine Goujon (Seine-Inférieure), 50 ; Deveaux (Paris), 50 ; Costa (B. du Rhône), 250 ; Espinasse (Haute-Savoie), 60 ; Mme Képès (S.-et-O.), 50 ; C. Prieur (Paris), 250 ; Rosuel (Finistère), 50 ; Rassinier (Bel-fort), 250 ; Vidal Jean (Puy-de-Dôme), 500 ; A. Azouit (Loire), 100 ; Courtial (Paris), 250 ; Mme Habouzit (Rhône), 250 ; Franc (Loire), 250 ; Gassies (Landes), 250 ; Jean Cornec (Paris), 250 ; G. Thomas (Indre), 200 ; A. Borie (Gironde), 250 ; Chambon (Paris), 550 ; Dieudonné (Seine), 50 ; V. D. (Paris), 250 ; A. Langlois (Seine), 100 ; Papillon-Vallety (Paris), 250 ; Hallier (Seine), 10 ; E. de Dampierre

(Paris), 50 ; Bajot L. (Seine), 20 ; Anonyme (Paris), 750 ; Doublus (S.-et-O.), 250 ; Apostoli (Seine), 250 ; S. Pons (Paris), 250 ; A. Goldscheider (Seine), 50 ; Parrot Jean (Doubs), 20 ; Rousseau A. (Allier), 250 ; Ribeyron A. (Côte-d'Or), 50 ; R. Barbet (Somme), 50 ; Hess (Indre-et-Loire), 100 ; Anonyme (Oise), 50 ; Claveyrolas (Rhône), 150 ; Mme Serret (Ardèche), 20 ; Dr. Mitelette (Aisne), 20 ; Venot L. (Paris), 100 ; May Picqueray (Seine), 500 ; Aucouturier (Paris), 250 ; Guérin (Paris), 250 ; Lucille Pelletier (Paris), 500 ; Vallet (S.-et-O.), 50 ; Houpeau père (S.-et-O.), 250 ; Bayard (Seine), 50 ; Bert Louis (S.-et-O.), 200 ; LLSS (S.-et-O.), 70 ; Pandraud (Haute-Loire), 250 ; Henri Jeanson (Paris), 250 ; Duyck G. (Paris), 250 ; Mey-senq (Hautes-Alpes), 200 ; Michel Alexandre (Paris), 250. — TOTAL : 12.140 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Barat Pierre (Seine)	1.000
Belair (Paris)	1.000
Mme Marthe Caen (Paris)	1.000
Franssen (Paris)	1.000
Djoukitch (Var)	1.000
Faucier (Paris)	1.000
Georges Marie (Paris)	1.000
Aufrère Julien (Seine)	1.000
Total	8.000

LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS XV°

Tél. SEGUR 89-81

C. C. P. PARIS 5450.00

Les livres du mois :

ECONOMIE

Ch. Bettelheim : <i>Bilan de l'économie française</i>	360 fr.
H. Claude : <i>Nouvel Avant-Guerre</i> (2 vol. à)	75 »
J. Burnham : <i>L'Ere des Organiseurs</i>	200 »

QUESTIONS SOCIALES

Bakounine : <i>La Révolution sociale et la Dictature militaire</i>	165 »
Dolléans : <i>Histoire du Mouvement ouvrier</i> (2 vol.)	475 »
Montreuil : <i>Histoire du Mouvement ouvrier en France</i>	435 »

HISTOIRE

Daniel Guérin : <i>La Lutte de Classes sous la Première République</i> (2 vol.) ..	850 »
G. Duveau : <i>La Vie ouvrière en France sous le Second Empire</i>	400 »

LITTERATURE

G. Navel : <i>Travaux</i>	110 »
D. Rousset : <i>Les Jours de notre Mort</i>	360 »
Kæstler : <i>Le Zéro et l'Infini</i>	130 »

Extrait de notre catalogue :

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i>	225 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i>	75 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i>	75 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i>	75 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i>	35 »

Notre Coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir évidemment la littérature classique et moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel



nouveautés

STEFAN ZWEIG

CASTELLION CONTRE CALVIN

texte français d'ALZIR HELLA

un vol. ill. 195 fr.

P. J. PROUDHON

LETTRES AU CITOYEN ROLLAND

(5 octobre 1858-29 juillet 1862)

un vol. 140 fr.

JEAN PRUGNOT

BÉTON ARMÉ

(roman)

un vol. 125 fr.

EDOUARD PEISSON

L'HOMME COUVERT DE DOLLARS

(roman)

un vol. 150 fr.

FLORENCE LITRE

L'ADOLESCENTE ÉMERVEILLÉE

un vol. 120 fr.

MAINTENANT

Recueil publié sous la direction

d'HENRY POULAILLE

Textes et Etudes

documents et témoignages

le cahier album ill. 150 fr.

Reimpression

HENRY POULAILLE

LE PAIN QUOTIDIEN

(roman)

un vol. 135 fr.

LES DAMNÉS DE LA TERRE

(roman)

un vol. 180 fr.

Grasset